Numéro 8 — Samedi 15 Aout 1936 — Prix : 0.30

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

La Lutte Ouvrière

15, Passage Dubail, Paris X
Compte Chèque Postal Depaifre 1891.14 Paris

Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevick-Léniniste)
Section Française de la 4e Internationale

Abonnements : 1 an ..... 12 francs
» 6 mois ..... 6 francs

LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS LUTTENT CONTRE LE CAPITALISME ET POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE INTERNATIONALE

Ponce-Pilate

Pas de «neutralité» ouvrière
Solidarité pratique aux ouvriers espagnols !

Blum et ses ministres agenouillés devant les radicaux refusent toute aide aux travailleurs d'Espagne. C'est dans l'ordre ! En 1919,, Scheidemann et ses complices recevaient des mitrailleuses de Clémenceau pour briser les spartakistes.

Ces messieurs invoquent la « neutralité », au nom de la « sécurité de la France » devant l'ogre Hitler. La « Sécurité de la France » en Espagne, cela ne peut signifier que l'alliance avec les bourgeois libéraux, Azana et Cie, avec les banquiers capitalistes, avec les oppresseurs impérialistes du Maroc.

Le prolétariat, lui, est international. Il ne connaît pas de frontières. Les travailleurs de France, dénonçant la carence des chefs du Front Populaire, qui se lavent les mains, comme Ponce-Pilate, du sang des ouvriers espagnols, au nom de la « neutralité » de la France capitaliste, veulent lutter et lutteront pour une aide pratique, que rien ne peut empêcher :

Envois de tous les avions privés des « Clubs populaires », de l'Aile Tendue et autres, aux milices ouvrières à Barcelone, Madrid, Malaga, etc.... Avec les sommes recueillies, achat d'armes, et transport de ces armes en Catalogne, — envois contrôlés et protégés en France par les milieux ouvriers, les Comités de masse, les Syndicats !

Organisation dans tous les départements limitrophes des Pyrénées (Pyrénées-Orientales, Basses-Pyrénées, Aude, Hérault) de comités de soutien pour l'envoi de denrées aux ouvriers espagnols, pour assurer les communications avec l'extérieur, les soins aux blessés, la diffusion de la presse ouvrière !

Contrôle dans tous les départements limitrophes de l'activité des fascistes, Croix de Feu et autres. Désarmement et dispersion de ces groupements !

Diffusion systématique dans les troupes de ces régions (soldats et gardes mobiles) des mots d'ordre de sympathie et de soutien à la révolution ouvrière espagnole, en préparant par ce moyen la fraternisation des milices et des soldats !

AU CHAUVINISME DE LA « NEUTRALITE », OPPOSONS LINTERNATIONALISME PROLETARIEN !

Tentative d'agression fasciste contre le camarade Trotsky

Le fascisme sait reconnaitre ses ennemis irréductibles. Malgré les accusations infâmes d'une certaine presse qui s'intitule encore communiste, le fascisme partout s'attaque aux bolcheviks-lenninistes. Maintenant on s'attaque à leur chef, le camarade Léon Trotsky. *Et seule l'absence de notre camarade fit échouer cette agression.*

En effet, le 5 août dernier, près d'Oslo (Norvège), où réside notre camarade, six fascistes locaux se présentèrent. Ils se prétendirent fonctionnaires de police venus pour faire une perquisition. Mais depuis quatre jours déjà, on pouvait remarquer aux alentours des présences inaccoutumées dans les parages.

Les personnages furent reçus par la camarade Hjordis Knudsen, *fille du propriétaire de l'immeube où Léon Trotsky reçoit l'hospitalité. Cette camarade, flairant un piège, demanda aux étranges visiteurs leur carte de police, elle leur proposa de téléphoner en sa présence à la Préfecture. Pendant que déjà ces individus se mettaient à fouiller la maison, la camarade* Hjordis Knudsen *fit prévenir la police.*

A son arrivée, les nazis se sauvèrent en auto. Mais on put prendre cependant leur numéro, ils furent arrêtés et... relachés. Toute la presse norvégienne a publié leurs noms.

Cette tentative échoua parce que notre camarade ne se trouvait pas là à ce moment.

Depuis 1930, notre camarade est l'objet de menaces auxquelles la propagande stalinienne n'est pas complètement étrangère.

Faisons bloc autour du grand révolutionnaire !

Nous prévenons honnêtement que toute tentative de cet ordre sera justement réprimée.

Ne relâchez pas votre effort

MILITANT DU P.O.I., versez régulièrement à votre phalange, réglez les Journaux vendus sans délai !

AMIS ET SYMPATHISANTS, envoyez votre souscription, faites des abonnements !

Cette semaine, nous avons reçu de bons encouragements d'Angers, de Lille, Clermont, Toulon, etc.....

La distribution dans les kiosques a été cmplètement réorganisée grâce au dévouement de notre valeureuse équipe de cyclistes !

« La Lutte Ouvrière » fait son chemin dans les masses ouvrières.

Au travail sans relâche !

Le Bureau militaire du P.O.U.M.
On reconnaît le camarade GROSSI (avec un bonnet de police). Ce camarade a combattu dans les Asturies en octobre 1934.

Les Bolcheviks-Leninistes devant Saragosse s'adressent à notre Parti

Front de combat de Saragosse 4-8-36.
Chers camarades du P.O.I.

La provocation inouïe du fascisme espagnol, déclanchée le 19 juillet a trouvé la réponse qu'elle demandait.

Les organisations ouvrières étaient déjà depuis quelques en état d'alarme permanent. Le P.O.U.M. avait pris de rapides dispositions pour la création d'une milice ouvrière. Le matin du 19, après une longue nuit d'anxiété et d'énervement le canon d'alarme donna le signal de la guerre civile. Les ouvriers donnèrent l'assaut aux magasins des armuriers, édifièrent des barricades et engagèrent une lutte implacable. Les réfugiés politiques étrangers joints à la magnifique jeunesse du P.OUM furent en tête du combat sur les barricades de Atarasanar, Capitania, Plaza Cataluna. Les canons et les mitrailleuses grondèrent et crépitèrent et après une journée de lutte sanglante Barcelone était sous le contrôle des ouvriers, dans cette ville le fascisme sanguinaire était frappé à mort. Pino s'est comporté magnifiquement et Milano fut héroïque, il fut blessé, et deux Allemands et un Français de notre parti furent tués. A Barcelone se sont formées des colonnes révolutionnaires pour battre les fascistes provisoirement stabilisés à Saragosse, Huesca, Navarre, etc... Nous, bolcheviks léninistes, sommes tous entrés dans la première colonne du P.O.U.M. sous le commandement de Manuel Grossi, le célèbre lutteur des Asturies et depuis 10 jours, nous sommes en première ligne, Robert et Pino du rayon de Marseille de notre parti ouvrier internationaliste sont à la section de mitrailleurs, Milano et les autres camarades sont dans l'infanterie prolétarienne. Nous sommes armés de bons fusils Mauser, nous portons le casque d'acier et l'uniforme de la milice du P.O.U.M. (combinaison bleue de mécanicien, un équipement complet, un foulard rouge.

Les colonnes du P.O.U.M. sont les plus disciplinées et formées de bons militants animés d'un esprit vraiment révolutionnaires. Les fascistes de Saragosse ont commis des actes de barbarie incroyable, torturant et fusillant des centaines d'ouvriers révolutionnaires, beaucoup de camarades anarchistes. Mais l'heure du châtiment approche, nous sommes en nombre supérieur à eux, nous vaincrons et vengerons nos frères. En ce qui concerne les Staliniens ils sont toujours dans le pétrin de la collaboration de classes et essaient de sauver le Front populaire de Monsieur Azana, juste au moment où les ouvriers en armes installent, à la pointe de leurs baïonnettes, le gouvernement ouvrier et paysan pour lequel ils se battent et meurent.

Les socialistes de Catalogne sont crétinisés et sont entrés dans la IIIe Internationale. La F.A.I. parle toujours de communisme libertaire, ses membres se conduisent avec héroïsme mais refusent d'accepter une discipline militaire au moment où nous sommes dans une lutte mortelle contre un ennemi organisé militairement.

Seul le P.O.U.M. parmi tant de confusion des Partis traditionnels lance des mots d'ordre correspondant à la situation et ayant un contenu de classe :

La terre aux paysans, contrôle des usines, remplacement de l'armée par les milices ouvrières, tout le pouvoir aux alliances ouvrières, etc...

Chers camarades, le temps me presse, et je dois terminer. Notre salut révolutionnaire à tous les camarades de notre Parti Ouvrier Internationaliste et signent avec moi Pino, Robert, Milano, Serivat, Milico, Lionello, Guido, Salut B. L.

Vive le Front Prolétarien !

Le « front français » c'est l'Union Sacrée pour la Guerre Impérialiste !

Depuis près de deux années on a assisté en France à un magnifique réveil de la conscience de classe du prolétariat. Sous la pression des événements et des dangers qui les menacent, ceux-ci ont montré à différentes reprises leur volonté inébranlable de lutter et de vaincre.

Au moment où pendant des mois les grèves se multipliaient, marquant l'accentuation de la lutte des classes la radicalisation des masses, et l'effondrement décisif du Parti Radical, les directions social-démocrates et staliniennes, firent tous leurs efforts pour gêner le développement de la poussée révolutionnaire.

Les manifestations sanglantes des ouvriers de Brest et de Toulon contre les décrets-lois Laval-Herriot, furent désapprouvées par l'Huma et le Popu et dénoncées comme une provocadre des radicaux.

Il fallait en effet donner des gages aux Daladier, Paganon, Herriot et autres, afin de réaliser le Front Populaire. Ce Front Populaire depuis sa fondation est resté strictement dans les cadres de la légalité et de la démocratie bourgeoises et ne peut en sortir sans faire craquer le Front Populaire lui-même et sans en chasser les vieux défenseurs du capital que sont les Herriot, Daladier.

Au lieu de démasquer définitivement ces hommes corrompus on les a montés en épingle, on a redoré leur blason.

Malgré les efforts des directions ouvrières, la lutte de classes s'est accentuée en juin les grèves et l'occupation des usines ont marqué plus fortement encore la volonté des ouvriers et leur méfiance des méthodes parlementaires et légalistes.

Au lieu d'aider et d'encourager les ouvriers en grève, staliniens et réformistes, débordés par ce formidable mouvement qu'ils n'avaient pas prévu, employèrent tous leurs efforts pour le freiner et le briser, sur l'ortion. *Lire la suite page 2.*

MOBILISATION
Militants du P. O. I., à l'action !

Tous les membres du P.O.I et des J.S.R. doivent se considérer mobilisés dans les graves circonstances présentes : tout le monde à son poste de travail !

Tous les rayons et cellules du Parti et des Jeunesses doivent intensifier et multiplier l'action.

MEETINGS. — La série des meetings commencés doit se poursuivre sans défaillance. Partout nos réunions recueillent de beaux auditoires. Cette semaine plusieurs réunions ont été tenues.

Dans le 18e, bonne réunion, avec des exposés de *Mèche* et de camarades des Jeunesses.

Dans le 20e, excellente réunion (150 présents), avec exposés de *Boschet* et *Cojot*. Chaude sympathie des travailleurs.

Dans le 12e, *Clair et Zeller* exposent nos conceptions devant un auditoire de 100 travailleurs.

Dans ces différents meetings, les contradictions staliniennes ne recueillent pas grand succès.

Notons que notre voix a été entendue dans plusieurs meetings d'autres organisations ouvrières (10e, etc...) ou en collaboration (*Toulon, etc...*)

⁂

Cee semaitne, des réunions ont lieu à *Levallois, St-Mandé, dans le* 17e. Continuons.

⁂

AFICHES. — Le premier tirage de notre affiche : *En Espagne, le prolétariat armé vaincra,* est épuisé. Nous faisons procéder à un second tirage sous le titre : *Les Soviets en Espagne.* Il sera adressé sous peu aux groupes. De nombreux tracts locaux ont été édités. Les rayons sont invités à les multiplier.

⁂

COLLECTEZ DE L'ARGENT !

Des *listes de souscriptions* pour recueillir de l'argent en faveur de la lutte en Espagne, éditées par le P.O.I., sont à la disposition des camarades. Nous les envoyons aux groupes. Les camarades de la région parisienne sont priés de venir les chercher au siège.

⁂

Un meeting central sera préparé prochainement dans la région parisienne.

⁂

Par une activité inlassable, nous aiderons les militants qui luttent en Espagne pour nos idées, pour le triomphe de la Révolution. Les partisans de la IVe Internationale en Catalogne ont engagé le travail pour faire défendre nos idées, coude à coude avec les ouvriers en lutte. Nous ferons bientôt connaître des précisions à ce sujet.

Aidons-les ! Mobilisation de toute l'organisation.

La IVe Internationale à Barcelone

Comme on le sait, aucun parti ouvrier en Espagne n'est adhérent à la Quatrième Internationale. Mais dans le P. O. U. M., dans les Jeunesses socialistes, de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui comprennent le sens international des événements.

Le 7 août, devant plus de 6.000 personnes, dans un vaste meeting du P. O. U. M., l'ordre du jour suivant fut lu :

« L'organisation mondiale pour la Quatrième Internationale et en particulier le Parti Ouvrier Internationaliste et ses J. S. R. (Section française) saluent fraternellement les travailleurs de la Catalogne et d'Espagne. Le Bureau de la Quatrième Internationale a demandé à tous ses affiliés de France, de Belgique, de Hollande, d'Amérique, etc... d'apporter aux révolutionnaires du P. O. U. M. tout son appui politique, matériel et pratique. En avant pour les Soviets en Espagne, en France et dans le Monde. En avant dans la voie de Lénine et de Trotsky. »

Le chant enthousiaste de l'Internationale salua cette lecture.

Inutile de dire que la Deuxième et la Troisième Internationale, de même que le Bureau de Londres, restent muets sur les buts révolutionnaires de la révolution espagnole.

Avec eux, organisons le combat contre notre bourgeoisie !

Le "front français" c'est l'Union sacrée pour la guerre impérialiste

Suite de la première page.

Pourtant on trouve que le Front Populaire n'est pas suffisant et on veut « l'élargir » en Front des Français ! Dans l'Huma du 4-8-36 Duclos lance cette idée « pour redonner la prospérité à notre pays, dans l'ordre et le respect des lois... »

Que signifie cette déclaration, sinon qu'on veut défendre « l'ordre » bourgeois et « respecter » les lois de la société capitaliste ? Ceci vient à point pour soutenir les déclarations de Salengro à la Tribune du Sénat qui déclarait s'opposer « par tous les moyens » aux occupations d'usines, de chantiers, de fermes. »

Duclos dans son article continue : « Et quand nous, communistes, nous exprimons avec netteté et franchise cette thèse, nous montrons par cela même que nous n'entendons ECARTER PERSONNE « à priori » de l'Union qui s'impose, d'autant plus que la paix est ouvertement menacée et que la sécurité de la France est en jeu. »

Alors, désormais pour soutenir, protéger et défendre l'impérialisme français le Parti Communiste (!) « n'écartera personne ». Les 200 familles, et leurs suppôts, les Flandin, les Paul Reynaud, les Petsche, sont invités à entrer dans le « Front des Français » au côté des communistes, pour défendre la PATRIE !

Il est bien évident qu'avec de telles déclarations, la grande bourgeoisie ne devait pas rester indifférente et L'Ere nouvelle du 5-8-36 en dit ceci :

« Les attaques de M. Delmas contre la manifestation officielle du 14 juillet, accentuées hier par un appel au sabotage de la mobilisation générale, en cas de défense nationale, vont à l'encontre de la thèse patriotiquement soutenue par le parti communiste ; car celui-ci n'hésite pas à reconnaître que s'il y a un patriotisme spécifiquement russe, il y a aussi un patriotisme spécifiquement français.

« Et M. Jacques Duclos pour appuyer, pour renforcer sa thèse, la thèse française, n'hésite pas, courageusement, car cela c'est du courage politique — à invoquer l'autorité de MM. Petsche et Reynaud (!!).

« Eh oui ! M. Jacques Duclos et le parti communiste sont dans le vrai. Il est de moments où l'intérêt français, l'intérêt supérieur de la France et de la patrie, passe avant les intérêts du parti. »

On a les amis qu'on mérite ! Bebel disait : « quand je vois les bourgeois m'applaudir, je me dis tout de suite : quelle bêtise ai-je donc dite? »

De quoi s'agit-il sinon de réaliser virtuellement l'Union Sacrée avec nos ennemis de classe. On nous a rabâché sur tous les tons que le principal danger de guerre était le fascisme hitlérien et qu'il fallait pour y résister avoir une « France forte ».

Plus les dangers de guerre sont grands, plus le P. C. français se vautre dans la collaboration des classes et l'Union Sacrée. On développe dans ce pays un courant chauvin qui permettra demain à l'Etat-Major d'avoir une emprise totale sur les masses travailleuses françaises, et de les entraîner dans la mobilisation et dans la guerre.

Les préparatifs de guerre ne peuvent jaillir que des coffres-forts inquiets et si le gros capitalisme français et international se préparent à un nouveau carnage, c'est précisément pour tenter de se sauver d'une situation critique. Tous les impérialismes et en premier lieu la France préparent la guerre. Tous les prétextes seront bons pour y entraîner les ouvriers depuis la « guerre du droit et de la civilisation jusqu'à la défense de la « démocratie » menacée. Et nous, nous ne confondons nullement, Hitler et les ouvriers allemands. Nous ne faciliterons pas le triomphe de la révolution prolétarienne en Allemagne, en faisant nous-mêmes du nationalisme et du chauvinisme à outrance, c'est au contraire en luttant d'abord contre notre propre bourgeoisie et son régime et en appelant à la fraternisation des ouvriers de tous les pays sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

Les intérêts de classe de la bourgeoisie ne pourront jamais être les mêmes que les intérêts des ouvriers. L'exemple des travailleurs espagnols le prouve magnifiquement.

Lutter contre la guerre c'est lutter chez nous, pour le retour à la loi d'un an, c'est lutter pour la désagrégation de l'armée BOURGEOISE et non « REPUBLICAINE », armée de classe et de répression, c'est lutter pour la révolution prolétarienne et les soviets en France, sous le drapeau de la IVe Internationale.

Pas de FRONT DES FRANÇAIS, mais FRONT ROUGE des ouvriers, des paysans, des classes moyennes, pour assurer la défaite de la bourgeoisie et de ses valets.

"La LUTTE OUVRIÈRE" à BARCELONE

Le pouvoir ouvrier s'établit

Nous publions ci-après les notes d'un délégué de notre parti auprès des Espagnols. Ce premier article contient un tableau d'ensemble de la situation en Catalogne, à son arrivée, le 6 août :

Barcelone, 6 août.

Les premières constatations que l'on peut faire au seuil de la Catalogne donnent déjà une idée assez exacte de l'état politique dans lequel se trouve le pays. C'est au *régime du double pouvoir* que se heurte le voyageur qui veut passer la frontière. Il est pris entre la « Police officielle » et le Comité Révolutionnaire, composé des organisations ouvrières (P.O.U.M., anarchistes, etc...). Dans la situation présente où pèse dans la balance le poids des ouvriers armés, la police officielle cède le pas au Comité Révolutionnaire et joue un rôle purement décoratif. Les plus officiels des laissez-passer et des passe-ports ne valent rien à côté de la plus petite recommandation d'une organisation ouvrière. On interdit le passage aux mouchards de plume de *Paris-Soir* ou de *l'Intran* (pas à tous, du reste !), mais on laisse passer les rédacteurs de *Révolution* et de *La Lutte ouvrière*.

Ainsi dans toute la Catalogne, de village en village les Comités Révolutionnaires, le plus souvent à prédominance anarchiste, mais aussi parfois, dirigés effectivement par le P.O.U.M., « font la loi », contrôlent toute l'activité, y compris et surtout l'activité du pouvoir officiel bourgeois, *qui ne se déplace qu'avec l'autorisation des ouvriers armés.*

Ce qui frappe le long du parcours qui mène à Barcelone et à l'arrivée dans cette ville, c'est la réquisition par les organisations ouvrières, de *l'intégralité des moyens de transport.*

A côté de quelques voitures de *La généralité*, on voit circuler des centaines de voitures de toutes catégories (un bon nombre d'Hizpano, de Packard, etc...), qui ont été réquisitionnées par le C.N.T., le P.O.U.M., aussi par l'U.G.T. Les transports en commun (autobus, métro, tramway) sont entre les mains des anarchistes (C.N.T.).

Le nombre respectif des voitures peut être dans une certaine mesure considéré comme le signe extérieur de la force des organisations ouvrières. En premier lieu viennent la C.N.T., et le F.A.I. (anarchistes) puis le P.O.U.M. (environ 250 voitures) ; assez loin derrière les autres organisations. Malgré les grands efforts du pouvoir officiel, le Premier parti unique (staliniste, social - démocrate) adhèrent à la IIIe Internationale, n'apparaît que très rarement.

Les organisations ouvrières ont également pris possession des Imprimeries. Le P.O.U.M. a le premier donné l'exemple en s'appropriant « Le Courrier Catalan », organe traditionnaliste et en faisant de *La Bataille*, un quotidien qui tire de 20.000 à 25.000 environ, faute de pouvoir tirer à plus. Les miliciens et paysans critiquent l'insuffisance du tirage.

Les organisations ouvrières ont pris place dans les Palace-Hôtels.

Le P.O.U.M., par exemple s'est installé au Grand Hôtel Falcon, ainsi que dans deux grands bâtiments qui lui font face, un hôtel et un théâtre.

La plus grande animation règne dans les locaux du P.O.U.M. et ses divers services (Parti, Milices, Comité des étrangers...). L'arme à la bretelle, les miliciens stationnent, surveillent, circulent. Des paysans viennent spontanément informer les responsables qu'ils ont occupé les terres, et demandent des cartes pour constituer une section du P.O.U.M.

Le P.O.U.M. passe pour avoir l'organisation militaire la plus méthodique, tout au moins en comparaison avec les anarchistes qui luttent avec la plus grande bravoure mais au mépris de toute règle militaire.

Voici par exemple ce que dit un chroniqueur militaire, petit bourgeois de *La Noche :*

« Les braves petits du P.O.U.M. — des barbes de huit jours et des physionomies de guerriers sauvages — se comportent comme ils sont, c'est-à-dire comme des héros. Ils obéissent à leurs chefs comme un seul homme. En un poste d'observation quatre d'entre eux ont essuyé pendant deux heures, un feu nourri d'artillerie. Ils se défendirent héroïquement sans abandonner une minute le poste commandé. »

Les anarchistes, à qui l'absence d'organisation militaire sérieuse, ,et l'héroïsme parfois un peu gratuit a déjà valu de très douloureuses pertes, disposent de ressources humaines énormes (13.000 hommes au front de Sarragosse). Ils exercent une véritable dictature dans des quartiers entiers de Barcelone. Mais ils sont assez mal équipés et armés (fusils de chasse...). Moins nombreux (4.000 environ) les miliciens du P.O.U.M. sont mieux armés (Mauser et pistolet). Cela tient à la capacité manifestée par les militants du P.O.U.M. pour se procurer les meilleures armes le jour de l'insurrection. Le matin, le P.O.U.M. avait à peine 10 fusils ; le soir il en avait déjà distribué des milliers, après un passage dans les armureries et les repères fascistes.

Le P.O.U.M. dispose d'une artillerie et d'une auto blindée. Cette dernière est mal équipée. En première ligne des milices du P.O.U.M., luttent de courageux bolcheviks-léninistes français, allemands et surtout italiens.

Chaque organisation militaire a ainsi sa milice qui lutte sous la direction d'un Comité militaire unique, composé des représentants des diverses organisations (P.O.U.M., anarchistes, U.G.T., Parti unique, les gardes d'assaut ou police gouvernementale, la garde civile ou police catalane).

Le service sanitaire est organisé par la *Croix-rouge*, mais en outre chaque organisation a son hôpital. Nous avons vu tout à l'heure, un bolchevick léniniste italien, et un Allemands, blessés qui sont en bonne voie de guérison et ont un moral excellent. Nous consacrerons une chronique spéciale à la question militaire.

SITUATION A BARCELONE

La ville de Barcelone, ses avenues centrales sont plus que jamais submergées par un grouillement continu d'un peuple qui se sent le maître. Les milices en armes, juchées sur les camions font retentir les ramblas de leurs cris de guerre et d'espérance. Deux camions sont partis tout à l'heure pour le front. Le premier contenant les muchachos du P.O.U.M. criant « Bravo POUM », le deuxième chargé de jeunes anarchistes, animés d'une exaltation pathétique.

De nombreuses boutiques dont les propriétaires sont partis, ont été réquisitionnées, soit par le C.N.T., soit par le P.O.U.M., soit par la généralité. Pourtant, les petits commerçants qui sont restés en place continuent à faire leurs affaires. Les cafés regorgent de monde.

LES OUVRIERS et LE POUVOIR.

Mais le pouvoir officiel, « la Généralité », où règne la plus grande gagaie reste encore à réquisitionner.

Les Partis ouvriers s'arrêtent devant le pouvoir officiel, comme une poule devant un couteau. C'est pourtant la chose qui existe le moins. En quelques jours se sont succédés deux gouvernements, le premier à composition catalaniste, et staliniste (adhérents à la IIIe Internationale) est morte avant d'avoir fait sa déclaration, le deuxième, purement catalaniste.

Du point de vue économique la situation des travailleurs est encore relativement stable.

Les Comités des approvisionnements répartit normalement par les organisations les vivres nécessaires; les fruits et les légumes leur sont apportés par les syndicats de paysans. Pour la fourniture des autres marchandises, de grands magasins ont été réquisitionnés.

Les syndicats anarchistes se sont emparés de certaines industries (Hispano-Suiza par exemple...), qu'ils gèrent eux-mêmes.

Il n'a pas été touché aux banques, auprès desquelles intervient simplement un délégué du gouvernement catalan, pour faciliter le payement des salaires.

Il n'a pas été touché au capital financier étranger tout puissant ! Anglais (mines), Français (textiles, produits chimiques), Américain (téléphone, textiles, etc...).

Il est clair qu'une telle situation ne peut durer : les travailleurs ne pourront assurer leur existence qu'à la condition d'exproprier le capital financier. *Mais déjà le capital financier se cache dans le dos des libéraux catalanistes qui n'ont rien fait contre lui, pour préparer la contre-offensive.*

Spontanément de gros capitalistes offrent leurs villas à la généralité, pour y loger les blessés, exprimant bien ainsi qu'il ne s'agit pour eux que d'un état transitoire, au bout duquel ils espèrent qu'on leur tiendra compte de leur « générosité ». En attendant, les capitalistes de l'étranger font mener par leurs laquais, les avocats, les gens de lettres, les hauts fonctionnaires dits de gauche de la police de l'armée, de l'Université, la campagne sur la nécessité du retour à « l'ordre » républicain, sur le caractère anormal (état de guerre) de la situation présente, etc., etc...

Les libéraux s'appuyant sur le capital financier, national et étranger, qu'ils qualifient « les inquiétudes de la petite bourgeoisie ». En langage politique, cela signifie : ou bien les travailleurs, chassant les libéraux, prendront le pouvoir et feront la révolution socialiste, ou bien le capital dans le dos des libéraux, chassera les travailleurs des positions acquises et retrouvera sa toute puissance.

Déjà les premiers symptomes se manifestent. Les gardes civils, corps réactionnaire du gouvernement catalan, ont en certains endroits essayé de désarmer les miliciens et se sont heurtés à une résistance acharnée et victorieuse.

La généralité, sous prétexte de recrutement des classes 34 et 35 a cherché à faire passer les miliciens dans l'armée régulière. Mais les miliciens ont répondu qu'ils voulaient détruire l'armée régulière, repaire de fascistes, pour lui substituer la milice, puis l'armée rouge. D'ailleurs il n'existe pas un seule corps de soldats « gouvernementaux » en Catalogne. Mais l'armée rouge n'est pas possible sans la révolution sociale, et le renversement total du pouvoir d'Etat. Mais de même la révolution sociale n'est pas possible sans un parti que dès maintenant donne des perspectives nettes et des mots d'ordre clairs au prolétariat d'Espagne et de Catalogne. La perspective, pour être claire, ne peut être bornée à l'horizon catalan ou même ibérique.

La Révolution en Espagne, n'est pas séparable de la révolution en Europe occidentale, en particulier en France et en Belgique. Il faut donner aux prolétariat espagnol, la perspective de la révolution en Espagne, en France, en Belgique. Cela ne peut le faire que le parti de la IVe Internationale. Malheureusement, à cause de ses dirigeants le P.O.U.M., ne se dégage pas encore de ses tares nationales petites-bourgeoises, et ne se situe pas d'une manière nette et irréductible sur le terrain de la nouvelle Internationale, la quatrième. L'entêtement bureaucratique de quelques dirigeants centristes peut ainsi devenir nuisible à l'égard de la révolution espagnole, parfaitement possible si se forge un vrai parti bolchevik.

La position du P.O.U.M. devant les évènements actuels

★ ★

Voici les extraits du grand discours prononcé le 6 août par André Nin dans un meeting de Barcelone. (Reproduit d'après *La Batalla*).

....Cinq années de République n'ont apporté aucune solution... Aujourd'hui ce problème (de l'Eglise) a complètement disparu. Sa solution a été radicale et ce n'est pas le gouvernement qui l'a solutionné, mais le peuple qui en huit jours s'est emparé de toutes les églises et couvents qu'il a rencontrés sur son chemin.

Un institut chargé de la réforme agraire travaillait depuis plusieurs années et les paysans continuaient dans la misère, travaillant pour six réals par jour. Aujourd'hui, ce problème aussi a été résolu. Les paysans s'emparent des terres et les répartissent sans s'embarrasser de toutes les dispositions de cet institut bureaucratique.

...La révolte militaire a motivé la révolte prolétarienne. Une armée réformée ne peut donner la garantie des libertés populaires. L'armée doit disparaître pour faire place aux milices ouvrières, à l'armée rouge qui a écrasé le fascisme... Les armes ne doivent pas être rendues... seules les milices ouvrières ont démontré qu'elles étaient à la hauteur des circonstances.

Actuellement tous les ressorts de l'économie nationale sont ébranlés. Les transports, l'industrie, les banques. La petite bourgeoisie ne peut trouver de solution au chaos actuel de la nation. Seuls nous apportons des solutions sérieuses : en finir avec les parasites et implanter l'ordre socialiste. Nous sommes prêts à franchir ce pas. Le Gouvernement de la Généralité, formé il y a quatre jours, a démissionné et ce ne sont pas les hommes du moment. Le peuple ne les suit pas.

Il est absolument nécessaire de former un gouvernement composé uniquement des éléments ouvriers. Il faut nationaliser la Banque, les Transports, l'Industrie. Le Parlement est discrédité pour tracer la tâche des jours futurs. Seule peut le faire une Assemblée constituante élue et composée des éléments prolétariens : les seuls qui ont vaincu en sacrifiant leur vie contre le monstre fasciste militaire. Nous triompherons masi 2 choses sont nécessaires: 1° ne pas abandonner les armes ; 2° ne pas reculer d'un pas. En avant, en avant pour le triomphe de la révolution ! »

Sous le feu de l'attaque fasciste, dans le désarroi de la petite bourgeoisie, malgré la trahison des chefs du Front populaire, le P.O.U.M. s'efforce de poser la nécessité de chasser du pouvoir la bourgeoisie — au moins en Catalogne.

Aujourd'hui, cette tâche ne peut être pleinement accomplie que sur la plateforme des bolcheviks-léninistes : paralyser la trahison des radicaux, centraliser les forces ouvrières, unifier les Comités de milice, de contrôle ouvrier, les conseils paysans, instaurer le pouvoir ouvrier, briser la résistance économique et militaire de la bourgeoisie ; telle est la seule voie, dans la Catalogne comme dans le reste de l'Espagne, pour triompher du fascisme. Dans le feu des évènements, le P.O.U.M., les J. S. doivent rejoindre cette position. Tolérer plus longtemps les pseudo-gouvernements petits bourgeois qui hésitent et trament la trahison, *c'est perdre la révolution. Les soviets existent sous des formes multiples ,les masses sont armées, l'Etat est complètement ébranlé ; cette phase transitoire de « dualité de pouvoir » doit prendre fin par la prise du pouvoir politique par les ouvriers.*

Un ordre du jour

—o—

Les travailleurs de Clichy, présents à la réunion organisée par la cellule locale du P.O.I., dénoncent la faiblesse du Front Populaire Espagnol avant le putsch fasciste, et s'engagent à travailler au triomphe du prolétariat espagnol préparé par les milices armées.

Ils espèrent que le prolétariat français constituera sans plus attendre ses milices, seule arme efficace contre la menace fasciste dans notre pays.

Ils adressent aux ouvriers espagnols en lutte leur salut révolutionnaire.

(Voté à l'unanimité moins 2 voix.)

A Madrid, ils attaquent bestialement dans la presse les milices et les ouvriers anarchistes ; tout ce qu'ils veulent, c'est rendre à Azana tout son pouvoir, Azana qui, **comme Daladier ici,** a laissé toute l'armée entre les mains des fascistes.

L'approfondissement de la lutte ne laissera pas de place à ces tractations honteuses. Les ouvriers et paysans pauvres peuvent connaître des revers (des villes peuvent être perdues, même Madrid), mais la révolution prolétarienne ne sera pas détruite pour cela.

Le mot d'ordre de l'heure reste : pour vaincre, tout le pouvoir aux ouvriers !

Seuls, le Prolétariat armé et le Gouvernement Ouvrier vaincront la Réaction

Le fascisme en Espagne a une force qu'à se borner à lire l'*Huma* et le *Popu* avant le soulèvement on n'aurait pu soupçonner.

On parle de défense de la République et de la démocratie. Chacun le sent, ce n'est pas là le problème réel. La question posée est : *fascisme ou dictature prolétarienne.* Le Front Populaire est contre la révolution ouvrière. Et ses promoteurs les plus ardents, en France comme en Espagne jettent la confusion pour expliquer que l'Espagne est un pays retardataire qui doit encore faire sa révolution bourgeoise ! On évite ainsi de répondre aux questions du moment, aux questions que posent la lutte, c'est-à-dire aux contradictions capitalistes.

Mais puisque la question est ainsi posée par les « théoriciens » à la *Péri*, il faut y répondre.

REVOLUTION BOURGEOISE

Il est vrai qu'en Espagne la bourgeoisie n'a jamais été capable de faire sa propre révolution. Mais si cela signifie que cette révolution, en partie au moins, est encore à faire, toute la question est de savoir qui la fera et comment elle se fera. Pour qu'une classe fasse sa révolution, il faut que cette classe prenne la direction de la lutte, qu'elle l'encadre et l'imprègne de ses méthodes ; qu'elle la mène vers ses buts historiques propres.

Mais alors, puisque révolution bourgeoise, paraît-il, ,il y a, où est la bourgeoisie ? *Juan March* qui la personnifie bien subventionne le camp fasciste et non pas le camp ouvrier. *La bourgeoisie espagnole a fait le front unique avec le féodalisme qui pendant des siècles a été son ennemi.* Voilà la vérité.

Autre chose, enfin, cette révolution dure depuis 5 ans (1931, fuite du roi) Avouer que la révolution est encore à faire après 5 ans, c'est avouer que rien n'a été fait.

En réalité, la bourgeoisie qu'elle soit d'Espagne ou d'ailleurs n'est plus une classe révolutionnaire. Le prolétariat, dans les pays retardataires a grandi au milieu d'une double série de contradiction, celles qui se créaient par cette croissance, et celles que la bourgeoisie n'a pas su résoudre. Devant cette situation la bourgeoisie se trouve rejettée dans le camp de la classe féodale, le prolétariat représentant pour elle un danger infiniment plus grand. Et cela n'est pas nouveau.

Nos Staliniens n'ont vraiment pas de chance. Tout ouvrier conscient, leur fera remarquer qu'en fait de pays retardataire, où la révolution bourgeoise était encore à faire, la Russie était servie. Et pourtant c'est une révolution prolétarienne qui eut lieu. Après cela les staliniens oseront encore se réclamer de la révolution russe !

Plus concrètement quelles sont les tâches essentielles de la révolution bourgeoise ? C'est d'une part, la réforme agraire, et d'autre part réaliser l'unité nationale.

Voyons ces questions de plus près.

LA REFORME AGRAIRE

La situation à la campagne dans les pays où cette réforme n'est pas faite se présente ainsi : Il y a trois sortes de terres, celles qui appartiennent à ceux qui les exploitent, c'est la minorité. Celles qui appartiennent à un grand seigneur et qui lui servent pour ses chasses et autres distractions du même ordre. Et enfin celles exploitées par la masse de la paysannerie, mais exploitées suivant le mode du fermage féodal (tenure). Et sur ces terres qu'il exploite depuis toujours et qui lui viennent de ses ancêtres le paysan doit payer un tribut au seigneur.

Lire la suite page 6.

Les tâches du moment en Espagne

★ ★

Chaque jour montre plus clairement que seule la voie de la dictature prolétarienne, de l'expropriation de la bourgeoisie, sera le salut de la révolution espagnole.

Les racontars absurdes de la Deuxième et Troisième Internationales sont des trahisons conscientes envers la révolution espagnole.

Incapables de vaincre et craignant de perdre leur semblant de pouvoir, Azana et Cie cherchent déjà à enrayer le mouvement : on s'efforce de subordonner les milices armées au pouvoir bourgeois, même à les désarmer, ou à les faire tuer (à Madrid, les dirigeants exigent que tout homme armé aille au front ; en Catalogne, certains parlent ouvertement de l'avantage que constituent les lourdes pertes des anarchistes en campagne).

On freine le mouvement irrésistible du **contrôle ouvrier** qui mène à la nationalisation. Giral,, président du Conseil, parle de réquisitions momentanées. Prieto s'offre au pouvoir, pour sauver toute la finance de gauche, toute la propriété capitaliste masquée de libéralisme.

En sous-main, se préparent des tentatives de conciliation, de trahison. M. Zamora vient jouer à Paris les Doumergue espagnols. Les aventuriers de tout poil s'entremettent, et cherchent à réaliser un compromis entre les généraux et les libéraux.

Tous ces messieurs craignent comme la peste, non seulement la révolution espagnole,, **mais son développement en Europe.**

Les staliniens apportent leur aide

A BAS le CHAUVINISME de la «SÉCURITÉ NATIONALE»

Vivent les Etats-Unis Socialistes d'Europe !

LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE

La sarabande du Front Populaire français de Duclos, Thorez, Guesnut, Daladier, Paul Reynaud, Kerillis et Cie amène une profonde réaction de de milliers d'ouvriers communistes, et aussi de nombreux socialistes.

Ce n'est pas seulement Ferrat qui est exclu. Ce sont des centaines d'ouvriers communistes dévoués. Nous citons d'autre part des lettres que nous avons reçues. Des visites nous sont faites, des contacts de plus en plus nombreux sont pris.

Tous ces camarades veulent lutter. Ils viennent au P. O. I. ou s'enquièrent sur lui, parce qu'ils abandonnent les staliniens non pas pour se reposer, mais pour engager le combat.

L'abandon du P. C., c'est l'abandon de la Troisième Internationale. Ils tournent les yeux vers la Quatrième Internationale. C'est la conséquence inéluctable.

Nous avons lu avec attention la brochure publiée par le camarade Ferrat. Ses discours prononcés au Comité Central stalinien marquent une réaction salutaire contre la politique d'union sacrée cynique des dirigeants. Mais ils restent (y compris ceux prononcés à la Commission de la Conférence Nationale) entièrement sur le plan de la confiance à la Troisième Internationale et aux dirigeants de l'U. R. S. S. Ils abordent le problème des positions du P. C. sur le terrain des « déviations », des « erreurs » (en 1936 !), et non sur le terrain des processus de classes objectifs, que la politique antérieure de l'I. C. a contribué à orienter.

Par exemple, Ferrat est convaincu d'avoir désapprouvé (légèrement, bien légèrement, du reste !) la politique du « social-fascisme » en Allemagne, en 1932. En effet, dit Ferrat, « **d'ailleurs, elle a été reconnue fausse ensuite, et personne ne songe plus à la défendre aujourd'hui** ». De même, Thorez lui « objecte » qu'il se réfère toujours au quatre premiers Congrès de l 'I. C., et non au septième. Ferrat répond « habilement » en demandant si le Septième Congrès avait modifié les décisions des premiers.

Tout cela, montre que Ferrat n'avait pas, et n'a sans doute pas encore dépassé le stade de la position **centriste,** qui ne tire pas les conclusions de ses constatations sur le champ de la lutte de classes marxiste internationale.

Non seulement, la tactique « allemande » de l'I. C. n'a pas été désavouée, mais elle a été officiellement approuvée, entérinée, et couverte (voir livres de Piatnitsky et Heckert, résolutions de l'I. C.), mais elle s'est continuée sous une nouvelle forme : la politique de « Libération nationale et sociale » (1930-33) avec le social-fascisme retourné. Le résultat sera le même : **la dispersion de la conscience de classe des ouvriers,** la capitulation devant le fascisme.

Précisément, en 1933, nous avons rompu définitivement avec la Troisième Internationale. Et en 1936, Ferrat ne semble pas avoir toujours compris tout ce qu'impliquait pour le mouvement international la catastrophe de janvier 1933.

On pourrait faire des remarques analogues sur les autres problèmes soulevés par Ferrat. Il mentionne comme une erreur le soutien de Sarraut, de Flandin, etc... Il se prononce non contre l'alliance avec les radicaux, mais contre l'atténuation de la position indépendante du P. C. dans ce bloc. Tout cela est bien confus, timoré, et sans larges perspectives. Il critique l'attitude du P. C. dans la grève de juin, mais il ne fait pas apparaître le lien étroit entre cette attitude et toute la politique de social-patriotisme du P. C.

Sur tout ces points, il s'agit d'amorces, et non de conclusions claires, nettes et radicales. Ajoutons que des questions aussi décisives que celles de l'armement du prolétariat sont laissées dans l'ombre.

Néanmoins, tout cela a suffi pour faire accuser Ferrat de « trotzkysme ». Lui-même s'est défendu de cette accusation. Si cela signifie qu'il ne se trouve pas encore sur une position **marxiste** (ca. c'est le **marxisme** qui est poursuivi par l'I. C. sous le nom de **Trotskysme**), sa réticence est entièrement justifiée.

Mais il est hors de doute que la masse des ouvriers communistes qui se rebellent contre l'union sacrée, ira jusqu'au bout. Nous voulons précisément élargir avec elle notre parti, et pour cela nous lui proposons de discuter notre plateforme marxiste. Il n'y a pas de milieu entre la Troisième et la Quatrième Internationale, sauf pour les tendances invertébrées et sans avenir. Avec la montée révolutionnaire, la masse ira vers la clarté. Ferrat ne pourrait que gagner à se mettre à l'école de cette masse ouvrière...

En tout cas, l'avant-garde ouvrière gagnera à une sérieuse discussion avec ces camarades, avec une seule préoccupation : forger le Grand Parti ouvrier marxiste dont le prolétariat a besoin.

VILAIN.

Les chauvins de droite déclarent qu'il faut soutenir Franco « pour la sécurité de la France ».

Les chauvins de gauche déclarent qu'il faut soutenir Azana « pour la sécurité de la France ».

Quelle sécurité ?

Quelle France ?

Pour les uns comme pour les autres, il s'agit de la SECURITE IMPERIALISTE DE LA FRANCE CAPITALISTE.

Mais nous savons que la politique de « la sécurité nationale » dresse les uns contre les autres les chauvinismes bourgeois.

C'est pourquoi le mot d'ordre fondamental de la classe ouvrière, celui de l'internationalisme prolétarien, c'est la lutte en Europe contre les frontières nationales, pour la révolution socialiste et les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Nous sommes solidaires des ouvriers espagnols, non pas à cause de la « sécurité de la France », mais à cause de la liaison de leur lutte révolutionnaire et de la nôtre.

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

LETTRE A TANGUY-PRIGENT

Nous publions ci-dessous une lettre de notre camarade Bèhel à Tanguy-Prigent. Bien entendu, elle n'expose que des aspects particuliers de notre position dans la question paysanne. Nous reviendrons, dans notre prochain numéro, sur cette question.

Nul ne peut songer à nier la compétence en matière de revendications des petits fermiers de celui qui s'est fait leur défenseur infatigable.

Ces revendications, notre presse et nos cellules les défendent, mais nos conclusions diffèrent des siennes. Il apparaît, de son article au *Populaire* du 25 juillet, que tu glisses dangereusement sur la pente de la confiance aveugle dans le parlementarisme, pente qui aboutit fatalement à la trahison des classes opprimées, paysans-artisans comme ouvriers.

Les paysans, dis-tu, suivent avec sympathie l'action audacieuse et rapide engagée par le gouvernement en faveur de leurs camarades et clients ouvriers. Comment se fait-il que toi, si lié au monde paysan, tu te laisses ainsi gagner par l'illusion, et confondes avec la réalité ce qui n'est que vain désir ?

Certes, une partie des fermiers, particulièrement dans ta circonscription éprouve ce sentiment, mais ce n'est pas dans le Front Populaire des radicaux à la Mazi qu'est leur confiance, c'est dans Tanguy-Prigent qui a conduit, depuis plusieurs années, leur lutte contre le capitalisme exploiteur.

Mais, à côté même de ceux là qui ont applaudi, et ils sont le plus grand nombre, aux nouvelles mesures sociales imposées par le mouvement irrésistible des grévistes ouvriers au gouvernement, qui depuis capitule devant le Sénat, représentant de la plus vile réaction, voient avec amertume hausser les prix industriels tandis que leurs produits sont à aussi bas prix.

L'Office du Blé ? Ils n'en ont retiré aucun avantage, *ayant depuis longtemps dû monnayer à vil prix leur récolte* — que des gros agriculteurs et propriétaires fonciers, genre Monnet, en bénéficient, nul ne le contredira, mais il y a entre eux une marge qui est de taille à une opposition de classe. Quant à la nouvelle récolte qui peut, comme le foin, être transformée en fumier si le mauvais temps persiste, il est encore impossible d'en fixer le taux et par conséquent, de savoir s'il sera rémunérateur pour le petit fermier.

Tu n'ignores pas que le prix rémunérateur du blé ne peut être le même dans notre région de petite culture et l'Aisne par exemple. De plus, dans nos fermes, le blé ne figure que pour le quart du revenu en moyenne, souvent même moins. Dans le meilleur des cas l'Office du Blé n'apporte donc, au petit paysan, qu'une très minime amélioration, tandis que la hausse des prix industriels le lèse chaque jour davantage et que le Gouvernement du Front Populaire ne fait pratiquement rien pour l'arrêter.

Concernant les revendications des fermiers :

1° Rédiger des baux simples sans conditions secondaires,

2° Fixer pour chaque exploitation un loyer raisonnable suivant, automatiquement, les variations de cours des principaux produits de la ferme,

3° Reconnaissance de la propriété culturelle, accordant au fermier le remboursement de la plus-value plus une indemnité d'éviction, droit d'option et de préemption en cas de vente de la ferme,

4° Interdire d'expulser, en fin de bail, un fermier de bonne foi, exception faite au cas où le propriétaire, où l'un de ses enfants viendrait exploiter la ferme, auxquelles j'ajoute une autre revendication que nous défendons,

5° Construction et entretien aux frais de l'Etat, de chemins praticables desservant les villages.

D'accord dans l'ensemble, mais toutefois, j'apporte quelques réserves personnelles au développement que tu en fais.

a) « le droit de chasse qui est une vestige de l'ancienne féodalité ». A ce sujet je trouve tout aussi réactionnaire la tactique des leaders du Front Populaire dans de nombreuses communes, le résultat en est : Impossibilité de chasse pour l'ouvrier de ville. Mieux vaut réclamer l'interdiction des chasses gardées et lutter par là contre le principe de propriété capitaliste.

b) fixation du fermage suivant les fluctuations des cours agricoles, chaque année, au cours local d'une quantité déterminée de chacun des principaux produits de la ferme. En cas de mévente, le propriétaire devant accepter ces produits en paiement.

Ceci signifie que tu reconnais que l'Office du Blé n'est pas une garantie pour le petit paysan. Mais aussi que le *paysan pauvre doit organiser des conseils paysans* pour se défendre, en ce cas, et imposer sa volonté. L'exemple des expropriations des tourbières de l'Arrée, l'an dernier, montre clairement que si le paysan s'en reporte aux juges il est forcément volé.

Il y a sans doute cette différence que le gouvernement de droite d'alors est remplacé par un gouvernement Front Populaire. Mais malgré cette différence de nom, le pouvoir est toujours aux mains de la bourgeoisie dont les juges sont les valets fidèles...

d) contre les expulsions arbitraires.

Si tu admets deux catégories de fermiers en voie d'expulsion, tu lies le fermier en le remettant aux mains de la « justice » bourgeoise qui trouvera toujours le moyen de donner tort aux malheureux qui n'auront pour défense, que la confiance dans le Parlement pourri de la bourgeoisie.

C'est vrai, trop souvent le fermier est dans notre région, un homme diminué, mais en lui conseillant la confiance aveugle dans le gouvernement et le Parlement de Front Populaire bourgeois, tu l'incites à remplacer un maître par un autre, une chaîne par une autre moins rugueuse peut-être, mais plus difficile à briser.

Ce serait, dis-tu plus loin, une nouvelle « nuit du 4 août ». Oui en ce sens que, *comme en 89 les travailleurs seraient dupés* par des promesses inapplicables pour un gouvernement s'en tenant à la légalité capitaliste. Tu lances un appel au Gouvernement et au Front Populaire, mais tu ajoutes « une loi qui vise une refonte presque complète des statuts du fermage ne peut-être votée dans les semaines qui viennent; or l'échéance du 29 septembre approche et l'on ne peut abandonner à leurs triste sort, les fermiers menacés d'expulsion immédiate ».

Si les parlementaires, instruments aveugles de la bourgeoisie abandonnent à leur tiste sort les petits fermiers, ces Messieurs viennent à leurs vacances et vivent tranquillement. Et quand tu proposes :

1° ouvrir un nouveau délai pour demander une réduction de fermage en vertu des lois votées ces dernières années,

2° supprimer droit de résiliation en faveur du propriétaire,

3° proroger d'un an les baux à expiration,

4° annuler les résiliations obtenues contre des fermiers,

tu te fais, bon gré, mal gré, le complice de ceux qui veulent détourner les paysans de leur lutte contre l'exploiteur en vertu du principe de la sacro-sainte propriété capitaliste.

De plus, à cela les propriétaires opposeront les promesses faites par le Front Populaire de revalorisation des produits agricoles et la hausse constante des produits agricoles à la hausse constante des produits industriels. Mais aussi y ajouteront l'argument plus décisif : « leurs Chemises Vertes », ainsi que le montrent de récents événements dans la Somme, et des articles de journaux corporatifs.

Lire la suite page 4.

LETTRE de LÉON TROTSKY

Bien que cette du camarade Trotsky ne constitue pas un article destiné à la publication, nous la publions pour édifier nos lecteurs au sujet des événements d'Espagne.

Le 27-7-1936.

Chers camarades,

Les événements d'Espagne, quelle que soit la façon dont ils puissent se terminer (et je compte sur une issue favorable), seront d'une importance historique pour le développement de la IVe en France comme partout.

La question du Front populaire se pose maintenant devant tout ouvrier avec une clarté inégalée. Maint socialiste française médite (voir par exemple dans « Le Populaire » l'article du misérable Maurice Paz) : « Comment donc les chefs du Front populaire en Espagne, qui avaient pourtant le pouvoir en mains depuis février, n'ont-ils pas pris les mesures nécessaires en ce qui concerne l'armée ? Quelle bévue !... », etc... Ces gens n'ont aucune idée qu'il s'agit d'intérêts de *classe*, non pas d'une bévue. Quand la bourgeoisie est contrainte de conclure avec son aile gauche une alliance avec les organisations ouvrières, elle a alors d'autant plus besoin de son corps d'officiers comme contre-poids. Alors se pose pour elle la question de la protection de la propriété, c'est-à-dire la question la plus importante de toutes.

Ce ne fut donc aucunement une bévue ! Le gouvernement de Front populaire espagnol n'était pas un gouvernement, mais seulement un ministère. Le véritable gouvernement restait dans l'état-major,, les banques, etc. Les radicaux français ont reçu la permission de conclure une alliance avec les ouvriers, seulement à la condition de ne pas toucher au corps d'officiers. Mais comme les ouvriers pousseront toujours de plus en plus, toute la machinerie d'Etat leur tombera finalement sur la tête. Les sapistes parlent du Front populaire comme d'un enrichissement de la tactique prolétarienne. S'ils ne peuvent pas voir le caractère de classe du Front populaire, alors ils ne sont bons à rien. *On ne voit les radicaux que comme l'aile droite du Front populaire — en réalité ils sont les représentants de la classe dominante et par leur intermédiaire le capital financier maintient sa domination à l'intérieur du Front populaire, et aussi sur le prolétariat.*

En France la question se pose avec encore beaucoup plus de clarté et d'acuité qu'en Espagne. Daladier tient l'armée sous sa protection. Il ne s'agit pas d'éloigner une demi-douzaine d'officiers fascistes fanfarons. *L'ensemble* du corps des officiers est foncièrement hostile à la classe ouvrière. Si on veut les éloigner, alors « on désorganise l'armée » — et Hitler est aux portes ! La bourgeoisie (la bourgeoisie radicale aussi) ne peut pas permettre qu'on touche au corps des officiers. Les « communistes » ne le désirent pas non plus, car ils doivent avec ce corps d'officiers « défendre » l'Union Soviétique — et demain ce corps d'officiers attaquera le Front populaire, c'est-à-dire en premier lieu la classe ouvrière, établira une dictature militaire et conclura avec Hitler une alliance contre l'U. R. S. S. Les conséquences criminelles de la politique opportuniste apparaissent dans notre époque riche en catastrophes à chaque nouveau tournant des événements avec une force énorme !

On voit aussi maintenant bien plus clairement quel crime ont commis les dirigeants du P.O.U.M. Maurin et Nin au début de cette année. Chaque ouvrier qui réfléchit peut leur demander et le fera : « N'avez-vous rien prévu ? Comment donc aviez-vous pu signer le programme du Front populaire et nous faire donner notre confiance à Azana et Cie, au lieu de nous imprégner de la plus grande méfiance contre la bourgeoisie radicale ? Maintenant nous devons payer vos fautes de notre sang.» C'est une rage particulière que doivent avoir ces ouvriers contre Nin et ses amis, car ils appartinrent à une tendance, qui il y a des années avait donné une analyse exacte de la politique de Front populaire et qui a répété cette analyse à chaque étape, l'a concrétisée, précisée. Nin ne peut pas non plus invoquer l'excuse de l'ignorance (une mauvaise excuse pour un dirigeant !), car il devait au moins avoir lu les documents, qu'il a signés en son temps.

Les événements espagnols vont ouvrir à la IVe Internationale en Espagne et en France, comme partout, de nouvelles et grandes possibilités — précisément aux frais des tendances centristes. Que le bureau de Londres dans les conditions actuelles ait encore la force, de convoquer en novembre à un « congrès de la paix » même seulement ses propres adhérents, on peut en douter à bon droit. Nous n'avons en tout cas pas le moindre intérêt de promettre notre participation et de donner une certaine autorité à ce congrès de nullités, qui peut-être ne verra pas le jour. Nous devons tourner le visage vers les grandes masses, nous frayer la voie dans les organisations de masses — *à tout prix, par tous les moyens, sans nous laisser influencer et paralyser par* l'intransigeance *conservatrice.* Mais devant ces masses, nous devons garder notre physionomie et éviter tout compromis avec les vaniteux centristes, tout effacement des frontières entre eux et non en nous rapprochant de la façon la plus criminelle.

Avec mes meilleurs saluts.

Léon TROTSKY.

Pour l'Indépendance de l'Algérie et du Maroc
Solidarité des Travailleurs d'Europe et d'Afrique !

Des menées fascistes au Maroc à l'arrestation du Cheick El-Okbi à Alger

Deux événements, pourtant assez différents, viennent poser, avec la dernière acuité, le problème colonial. D'une part, *l'assassinat du Mufti d'Alger* et d'autre part, *la place forte qu'ont su faire du Maroc les fascistes espagnols.*

⁂

L'assassinat du Mufti est un événement qui marquera une étape dans l'histoire Algérienne. Depuis la pénétration, en effet, après la stabilisation du pouvoir français, toute la politique algérienne fut marquée par la passivité et la résignation des masses arabes. Dans nos derniers numéros, nous avons montré combien déjà cette passivité n'était qu'apparente. Maintenant la crise est ouverte.

Dans les pays coloniaux et retardataires, les luttes politiques prennent souvent une tournure religieuse au début tout au moins. Pour la Chine, ce fut le Sun-yat-senisme. Pour l'Inde, le ghandisme. Et ce parce que la plupart du temps la religion est la seule forme d'expression. Mais rapidement les masses se dégagent de ces horizons bornées pour poser des problèmes plus vastes.

En Algérie, l'impérialisme français mena un jeu très habile. Avant la pénétration, l'église officielle, sous l'égide des Beys et des féodaux, sous l'égide des turcs, était une force d'oppression. Contre son influence se créèrent une multitude de shismes religieux. C'est ce qu'on appelle le maraboutisme.

Le maraboutisme est, dans l'ensemble, la croyance en la puissance d'un génie local. Les Français comprenant a force qu'ils représentents'appuyèrent sur les marabouts. Des onneurs, de l'argent, des postes officiels leur furent distribués.

En signe de réaction contre ces pratiques, les masses se tournèrent vers l'église officielle. Mais cette dernière est également entre les mains de l'impérialisme. Et ce mouvement fut suivi dans la jeunesse intellectuelle musulmane par une lutte pour le retour à l'enseignement du *Coran* (livre saint musulman). Cette lutte enflamma les étudiants des Medersas (universités religieuses). C'est le mouvement des *Oulemas* à la tête duquel se trouve le *Cheik el Okbi* qui vient d'être arrêté comme promoteur du meurtre du Mufti.

Ce mouvement des Oulémas n'est pas particulier à l'Algérie. Mais dans les autres régions de l'Algérie du Nord il prit des formes différentes. Par ailleurs, il naquit au moment où partout dans l'Islam, naissait des mouvements anticonformistes. Un aventurier, *Ibn Saoud,* roi du Hedjaz, lança l'idée du Pan-Islamisme. Elle connut rapidement la vogue. Disons cependant que l'Islam formé des nationalités les plus disparates a pu exister en un temps où la Turquie était une très grande puissance. Et même alors, c'était beaucoup plus les janissaires de la Porte que le lien religieux qui permit cette unité. Aujourd'hui cette unification de l'Islam est chose impossible et d'ailleurs peu souhaitable. Comme toujours, c'est sous l'angle de classe qu'il faut envisager ces problèmes.

Dans tout cela il faut retenir une chose, ces luttes à caractère religieux sont le prélude de luttes politiques. Dans l'ensemble le mouvement des Oulémas est donc dirigé contre l'influence des agents de l'Impérialisme Français. Et cela est si vrai, que si l'assassinat du Mufti n'a pas produit de grandes réactions, et même a été appris avec une certaine sympathie, au contraire l'arrestation du Cheik el Okbi est déploré par les masses indigènes .

Nous avons déjà montré la grande sympathie avec laquelle fut accueillie, en Algérie, l'avènement du Front Populaire. Et c'est justement sur ces questions que cette sympathie s'accusera pour devenir un appui des masses ou disparaîtra pour provoquer la résistance au Front Populaire.

Le Congrès musulman qui est une déformation des aspirations des masses profondes indigènes, aura eu pour résultat cependant de poser devant les mêmes masses des problèmes nouveaux. On se figurait peut-être que l'impérialisme allait lacher après audience à Paris, des mesures libérales. La délégation avait à peine mis le pied à terre que déjà, au travers d'une protestation du Mufti, l'impérialisme cherchait à démontrer que ce congrès ne représentait rien.

Le Mufti paya cet exploit de sa vie. Mais maintenant on va pouvoir sévir et expliquer que les indigènes ne sont pas prêts, ne sont pas aptes à utiliser les libertés de citoyens.

Toujours est-il que maintenant on va entendre parler d'un mouvement nationaliste algérien.

Le *Cheik el Okbi* qui est une personnalité d'ailleurs assez douteuse va prendre figure de martyre et de grand chef.

Ces événements passionnent les masses. Ils surviennent par ailleurs, en pleine effervescence chez ces mêmes masses. A la campagne, on s'agite pour un sort moins misérable. A la ville, on vient de soutenir des luttes grévistes victorieuses. La crise sociale en France a ses prolongements en Algérie.

Des organisations s'édifient. Le nationalisme prend pied, le syndicalisme représente une force considérable. Autour du P. C. de larges couches affluent. Et cela se présente au milieu des pires provocations des éléments fascistes français. Des explosions cette fois plus violentes, se préparent.

⁂

Le Front Populaire devrait bien tirer quelqu'enseignement des luttes d'Espagne. On a parlé des remaniements dans l'appareil administratif. Quant à nous, nous ne pensons pas que ce soit là une solution. Mais, cependant, qu'attend-on?

En Algérie, on imagine assez mal un mouvement semblable ' ce qui se passe au Maroc espagnol. Et encore, faudrait-il que l'on n'accumule pas trop d'ignominies. Que l'on ne poursuive pas cette politique impérialiste.

Lire la suite page 4.

LA VIE OUVRIÈRE

Saint-Chamond

Après la grève des Aciéries de la Marine.

Le mouvement gréviste des F.A.M. qui a duré 49 jours et dans lequel étaient intéressés 4.500 ouvriers vient de prendre fin sur l'arbitrage de Salengro — convoqué par le député pupiste Pétrus Faure, sur la demande du Comité de grève.

Une constatation s'impose : c'est la volonté bien arrêtée des dirigeants communistes de l'U.D. de ne rien faire pour inviter les ouvriers à résister d'une façon plus énergique à l'intransigeance patronale. On s'est contenté de larmoyer sur la cruauté des patrons et porter en triomphe la municipalité F. P. de Saint-Etienne qui a distribué quelques secours aux grévistes.

On a remis le mouvement aux mains des parlementaires, qui s'en font un titre de gloire, au lieu de laisser aux ouvriers et à eux seuls, la direction.

Il aurait fallu inviter les travailleurs à prendre des mesures pour faire marcher l'usine et surtout lancer dans la grève les usines du Boucau, d'Alais et d'Homécourt, etc...., qui appartiennent au même trust. Si l'on avait agi ainsi, la grève n'aurait pas duré 49 jours et la confiance des travailleurs en eux-mêmes aurait été intacte alors qu'à l'heure actuelle des dissensions se font jour.

Ouvriers du F.A.M. ! Les militants du P. O. I. vous appellent à la lutte et lancent les mots d'ordre suivant :

Formez vos comités d'atelier pour le contrôle ouvrier sur la fabrication et l'administration,

Rejoignez le Parti ouvrier Internationaliste qui vous mènera victorieusement à la bataille décisive contre le capitalisme.

Les Bolchevicks-léninistes des F.A.M.

La Gérante, Suzanne Charpy

Imp. cerbonnet, 27, rue de la folie-regnault, paris

Lettre ouverte à Tanguy-Prigent

★ ★

Suite de la page 3

Un certain Ridet propose, dans le *Populaire*, la dissolution de ces Chemises Vertes, après l'A.F. les C. F. et autres ligues dissoutes sur le papier et continuant leur activité pratique. Qui oserait prétendre que ce n'est pas là un grossier chantage pour empêcher les exploités de les dissoudre eux-mêmes, par la force ?

Il est grand temps que les paysans cessent de placer leur confiance dans des sauveurs et qu'ils comprennent que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Il y a entre nous une divergence politique qu'il serait vain de nier, nous aurons l'occasion de l'étudier prochainement, mais, où nous sommes d'accord c'est sur la nécessité de sauver le paysan pauvre avec l'ouvrier, par le socialisme. Pour y aboutir une seule voie: le Conseil Paysan.

Le Conseil Paysan, à l'image du Comité d'usine, groupe tous les exploités sur le lieu du travail, quelle que soit leur tendance politique. C'est la forme la plus démocratique, réelle, puisque femmes et hommes, jeunes ou vieux y participent, quelle que soit leur nationalité, élisant leurs délégués révocables à « l'émancipation des travailleurs sera tout instant.

Le Conseil Paysan groupe le paysan pauvre, l'ouvrier agricole, l'artisan rural, la femme et le jeune travailleur, pour décider et veiller à l'application des mesures locales qu'ils jugent nécessaires aux intérêts de ceux dont il est l'expression, pour juger les différends et assurer envers et contre tous, la défense de ses membres et préparer la prise réelle du pouvoir par les travailleurs.

Face aux huissiers, gendarmes et bandes fascistes, il organise la Garde Paysanne, seule capable de s'opposer aux saisies comme aux expéditions punitives des fascistes.

La période révolutionnaire ouverte en France par la grève de 3 millions de prolos de l'industrie, se terminera par le triomphe ou du fascisme avec sa dictature sanglante, ou du Socialisme par le Gouvernement Ouvrier-Paysan.

Après l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne nous montre où entraîne l'attentisme.

Te feras-tu le complice de cette trahison en te classant désormais dans les phraseurs qui tergiversent et se dérobent au moment de passer aux actes ou continueras-tu, infatigable, ta lutte pour la Libération du Travail par la Révolution Socialiste ? Prends-garde alors à la pente glissante sur laquelle tu évolues, elle mène à l'abîme où tu n'as pas le droit d'entraîner ceux qui te font confiance. Je pense qu'avec les militants du Parti Ouvrier Internationalistes (Bolchevik-Léniniste), Section Française de la IVe Internationale, tu devrais agir en faveur des conseils paysans, et pour une véritable politique de classe à la campagne.

Alain BEHEL.

Lyon

Contre les promesses de Salengro
Vive la grève sur le tas.

Le dernier mouvement de grève n'est pas encore complètement éteint. En face de la résistance opiniâtre du patronat, un certain nombre d'usines continuent courageusement la grève sur le tas. La bourgeoisie qui a eu peur, très peur, redresse aujourd'hui la tête et cherche d'une part à liquider les dernières grèves, d'autre part à rendre inopérants les quelques réformes acquises par les ouvriers. Le gouvernement actuel gouvernant dans les cadres du parlementarisme bourgeois, est obligé rapidement de capituler devant le patronat. C'est bien le sens d'une capitulation et d'un avertissement que l'on doit donner aux paroles prononcées par Salengro au Sénat : « Le gouvernement ne tolérera plus d'occupations d'usines et saura les faire cesser par tous les moyens appropriés ». Autrement dit les ouvriers doivent s'attendre à recevoir d'ici peu la visite des gardes mobiles délégués par le ministre de l'intérieur.

La justice bourgeoise s'empresse de pousser à la roue. Le tribunal de Lyon en deux ordonnances de référés ordonne l'expulsion des ouvriers de la Radio-électrique et de la maison Gaillard-Loiselet.

D'autre part les ouvriers de la maison Frémion, 63, cours Richard-Witton, qui depuis plus de cinquante jours occupent leur usine et refusent de capituler devant l'intransigeance patronale, sont à leur tour menacés d'expulsion.

En face de cette situation le parti socialiste garde un silence prudent, et le parti communiste qui à Paris et ailleurs a poussé les ouvriers à quitter les usines lancent le vague mot d'ordre de solidarité. Mais quelle solidarité ? On se garde bien de nous le dire.

Pour nous il ne peut pas s'agir de lancer les ouvriers dans une aventure inutile. Mais nous leur disons que l'expérience qu'ils font en ce moment peut leur permettre de nouer entre les usines des liens d'une solidarité réelle. Leur tactique est toute tracée. Les ouvriers de l'usine Frémion doivent réunir les délégués des usines de la région lyonnaise afin d'organiser une riposte immédiate de solidarité ouvrière. A cette réunion l'accord doit se faire pour que au moment où l'huissier et ses acolytes viendront procéder à l'expulsion, le travail cesse aussitôt dans les usines du quartier. Les ouvriers devront alors quitter leurs usines et descendre en masse au lieu de l'expulsion pour manifester. Si une telle action devait se révéler insuffisante, d'autres moyens devraient être envisagés y compris la grève générale.

Nous disons aux ouvriers que s'ils n'utilisent pas une telle méthode en établissant une liaison effective entre les diverses usines ils ne pourront pas résister efficacement au patronat. La seule solidarité qui puisse être suivie d'effet est celle qui réside dans l'action de classe de tous les travailleurs.

Elle seule peut leur permettre de s'organiser solidement dans la période actuelle pour que dans une prochaine bataille sociale plus ample encore la réoccupation générale des usines soit suivie de la réalisation des soviets ouvriers et paysans.

***

Nous avons reçu trop tard l'article de nos camarades de Lyon sur la grève Beuder.

Il paraîtra la semaine prochaine.

Et les ouvriers immigrés ?

Les ouvriers immigrés sont en France plusieurs centaines de mille...

Les travailleurs immigrés, chassés de leur pays par la misère, venus chercher du travail en France, peuvent constituer aussi bien un facteur révolutionnaire, qu'une arme dans les mains du fascisme. Ces travailleurs sont dans toutes les questions de salaires, d'allocations de chômage, etc., traités d'une façon bien pire que les travailleurs français. Leur occupation est beaucoup moins sûre ; les patrons ne pourraient pas — selon la loi — les occuper dans une mesure de plus de 10 % sur l'ensemble de la main-d'œuvre employée, et s'ils les embauchent dans une proportion plus élevée — comme ils le font souvent —, *ils en profitent pour leur imposer des conditions de travail et de rémunération inhumains.*

C'est pourquoi les immigrés attendent un « changement » radical ; c'est pourquoi ils sont susceptibles de s'allier avec les partis qui leur promettront et seront capables *d'agir*. Comme la grande majorité des travailleurs de ce pays, ils se sont ralliés dans ces derniers temps au P. C., mais s'ils étaient déçus dans l'espoir révolutionnaire qui les a conduit, ils pourraient devenir une proie facile de la démagogie du fascisme, en particulier du fascisme de leur pays d'origine (polonais, allemand, italien) qui escompte déjà l'incapacité révolutionnaire du P. C.

Les revendications principales des immigrés sont ;

1) *abolition de la loi qui limite à 10 % la main-d'œuvre immigrée ;*

2) *concession de la carte de travailleur à tous les immigrés ;*

3) *parité des immigrés avec les français pour ce qui concerne les allocations de chômage.*

Toutes ces revendications se résument dans celle d'un *statut juridique des immigrés.*

Le Parti Communiste, avant les élections, promit aux immigrés de réaliser ces revendications susdites. Mais après la constitution du gouvernement du Front populaire il n'a rien fait pour tenir ses promesses. Il parle le moins possible des questions des immigrés, il essaie de les satisfaire avec des grandes paroles sur ce qu'on a déjà obtenu (accord Matignon !) La raison en est claire : les radicaux (*qui représentent aussi des industriels*), et les chefs réformistes de la C.G.T. (qui se préoccupent surtout des intérêts corporatifs de quelque catégorie d'ouvriers français spécialisés) ne sont pas favorables aux exigences des immigrés.

Les travailleurs immigrés sont très mécontents du P. C. Dans les organisations d'immigrés contrôlés par le P. C., les protestations contre la politique du Parti sont à l'ordre du jour. Les chômeurs immigrés des Régions Paris-Est et Sud ont même déjà proposé d'occuper les mairies communistes de leurs localités, pour manifester leur volonté de ne pas se laisser duper.

Pour désarmer encore une fois ces masses avec des promesses, le groupe parlementaire communiste a présenté enfin à la Chambre des Députés une proposition de loi sur un statut des immigrés. Mais il l'a présenté de façon à la faire discuter seulement d'ici 3 ou 4 mois.

Evidemment ce n'est pas en ayant confiance dans la Chambre des Députés que les travailleurs immigrés pourront obtenir ce qu'ils exigent. Il faut lutter pour avoir quelque chose. Or, c'est seulement les révolutionnaires de la IVe Internationale qui organisent maintenant la continuation de la lutte de classe en France.

Ils ne sont pas résignés à attendre que le P. C. et le P. S. changent d'attitude. Ils pensent que ces partis changeront d'attitude seulement si les masses recommencent à agir indépendemment d'eux. Les travailleurs immigrés qui, eux non plus, n'attendent pas de miracle doivent donc se rallier autour des camarades français de la IVe Internationale. Ce n'est pas nécessaire qu'ils en acceptent déjà les principes; nous ne voulons pas imiter les bureaucrates en imposant nos opinions à tous les ouvriers. C'est suffisant que de s'accorder pour des actions d'aujourd'hui pour des revendications tout de suite réalisables.

Avec des meetings, avec des démonstrations en faveur des revendications les plus brûlantes des immigrés de chaque localité donnée, on peut réveiller la solidarité de classe de tout le prolétariat français et faire entendre au Front populaire que les travailleurs ne veulent pas d'une tranquillité sociale, d'un embrassons-nous *qui perpétue leur misère !*

X.X.X.

Carmaux

BRAVO, LES MINEURS !

A la laverie de la Compagnie des Usines de Carmaux, alors que plusieurs charpentiers travaillaient sur un échafaudage à une hauteur de 5 mètres, la rupture d'une planche provoqua la chute de deux ouvriers. Heureusement, il n'y eut pas d'accident grave : un seul ouvrier fut légèrement blessé. Mais le surveillant, un nommé Vidal, une brute notoire détestée par tous les ouvriers, ne trouva rien de mieux, pour dégager sa responsabilité, que d'infliger huit jours de mise à pied à l'ouvrier blessé sous prétexte que celui-ci avait provoqué la rupture de la planche en sautant dessus.

Les ouvriers réunis mercredi soir en Assemblée générale, décidèrent de se solidariser avec leur camarade injustement frappé. La grève sur le tas fut décidée pour le lendemain et elle fut effective : les carreaux des puits ainsi que les ateliers de réparation furent occupés par les ouvriers. Dans la journée même, la Compagnie minière jugea bon de céder et à la suite d'une entrevue à la Préfecture accorda satisfaction à l'ouvrier puni.

L'occupation des puits n'avait duré que huit heures. L'importance de cette rapide victoire ne consiste pas tant dans l'objectif de la lutte, extrêmement limité, mais dans le fait que, tout en donnant une magnifique preuve de solidarité ouvrière, elle a renforcé la confiance des ouvriers en eux-mêmes et a accru leur combattivité.

A noter que c'est la première grève sur le tas qui a lieu dans la région.

Le sabotage patronal et les licenciements

La situation en France, depuis les grandes grèves de juin, est marquée par deux faits. D'une part nous avons l'adhésion de la grande majorité du prolétariat à la C. G. T. et l'adhésion de larges couches du prolétariat, surtout des grandes villes, à l'un ou à l'autre des deux partis politiques traditionnels se réclamant de la classe ouvrière, au parti socialiste et au parti communiste. D'autre part, nous avons l'organisation par les capitalistes de la résistance et de la revanche sur le terrain même sur lequel ils ont été paralysés au début de juin, c'est-à-dire dans les usines mêmes. Les renvois, désormais très fréquents et évidemment systématiques d'ouvriers qui ont été très nombreux pendant les grèves sur le tas, le déclassement d'ouvriers qui autrement auraient vraiment profité des contrats collectifs, témoignent clairement des intentions des capitalistes.

La question qui se pose est la suivante : comment, juste au moment de la plus large mobilisation syndicale et politique de la classe ouvrière les patrons osent-ils essayer la revanche, déclencher l'offensive pour annuler ouvertement ce qu'ils ont concédé dès les premiers sursauts des masses ? La réponse est dans la politique, contraire à toute nouvelle action de classe, des directions de la C. G. T., du Parti socialiste et du Parti communiste. La politique qui nie ou sous-estime la nécessité de la lutte de classe, des grèves, pour la défense des intérêts des travailleurs et tend à les remplacer par les compromis parlementaires, par l'arbitrage du gouvernement, donne toujours les mêmes fruits, qu'il s'agisse de l'Allemagne avant Hitler ou de l'Angleterre sous MacDonald, de l'Italie avant Mussolini, ou de la France sous Léon Blum.

Le résultat est toujours défavorable au prolétariat auquel on ôte ce qui constitue sa plus grande force : la possibilité de jeter sur la balance le poids de sa solidarité de classe. Il n'y a rien de pire pour les ouvriers rien qui puisse les démoraliser davantage que de voir renvoyés ou déclassés un bon nombre d'eux — surtout s'il s'agit de ceux qui ont été les plus actifs — sans qu'on y oppose une résistance immédiate de classe, sans qu'on y oppose la grève de solidarité. L'expérience de toutes les défaites de la classe ouvrière témoigne de cette vérité.

C'est pourquoi nous qui sommes des véritables révolutionnaires, nous pouvons bien dire aux sommets de la C. G. T., du Parti socialiste et du Parti communiste : Nous vous accusons, non parce que vous vous préoccupez trop de ne pas perdre ce que le prolétariat a obtenu pendant les dernières grèves, mais au contraire, nous vous accusons parce que vous ne vous préoccupez pas du fait que le prolétariat commence à perdre ce qu'il a obtenu pendant les dernières grèves, parce que vous empêchez le prolétariat de défendre ses conquêtes.

Les dizaines de milliers d'ouvriers qui adhèrent au parti socialiste ou au parti communiste sentent instinctivement ce problème. Ils n'adhèrent pas à ces partis parce qu'ils approuvent leur politique de frein ou de passivité au point de vue de l'action de classe, mais au contraire ils adhèrent aux partis susdits parce qu'ils veulent influer sur leur politique dans le sens d'une action de classe toujours plus courageuse. C'est pourquoi les « chefs » soi-disant socialistes et communistes, Thorez en particulier, parlent du péril de « gauchisme » parmi les nouveaux adhérents.

Il n'y a pas de gauchisme en réalité parmi ceux-ci ; il y a tout simplement un sain instinct de classe. Il y aurait gauchisme si l'on se désintéressait des problèmes immédiats de la classe ouvrière, pour s'occuper seulement de l'agitation des buts derniers du mouvement. Mais il s'agit tout justement des problèmes immédiats, les plus pressants de la classe ouvrière ; c'est pour ceux-ci qu'on veut lutter.

Les ouvriers socialistes et communistes ne doivent pas se laisser effrayer par les stupides discours de Thorez, Duclos, etc., selon lesquels en recourant ultérieurement aux grèves, on repousserait la petite bourgeoisie. Ce n'est jamais par l'emploi de moyens de lutte efficaces qu'on repousse la petite bourgeoisie. La petite bourgeoisie va toujours là où elle voit la force, l'initiative victorieuse C'est au contraire par l'inefficacité de l'action prolétarienne, soit parce que l'on s'est proposé des buts exagérés, soit parce que l'on a cessé trop tôt la lutte, que l'on repousse la petite bourgeoisie.

Or, les buts d'aujourd'hui, la défense des conquêtes récentes, ne sont nullement exagérés et renoncer aux grèves pour les réaliser ce serait justemen trenoncer trop tôt à la lutte. Il ne s'agit jamais dans l'histoire réelle, qui est moins professorale que les articles de l'*Humanité*, de se demander : mais la petite bourgeoisie a-t-elle déjà compris ce que nous voulons ? Il s'agit de le lui enseigner par notre action de classe. C'est l'unique manière de l'avoir réellement à notre côté.

Le Parti Ouvrier Internationaliste propose aux ouvriers socialistes et communistes de réaliser la véritable unité d'action, recommençant l'action de masse dans tous les cas où les patrons procèdent aux renvois, aux déclassements ou à d'autres violations aux engagements pris.

En Afrique du Nord

Suite de la page 3

Mais au Maroc la situation est assez différente. Les saignées opérées par Lyautey sont encore trop fraîches. L'administration est entre les mains de l'armée. L'Algérie est un paradis de libéralisme à côté du Maroc. Que les roumis se battent entre eux s'ils le veulent. Le Marocain ne demanderait pas mieux que d'en abattre également. Pour l'un où l'autre des deux camps. Il suffira qu'on lui donne un fusil. Et le seul camp qui pourra l'utiliser, c'est celui de Peyrouton, c'est celui de l'administration militaire.

Contre cela, on maintient Peyrouton.

Du point de vue revendicatif au Maroc, le souvenir des luttes passées est encore vivace. Si en Algérie les masses n'en sont encore qu'à revendiquer quelques mesures libérales. Au Maroc, au contraire, l'espoir de l'indépendance existe, et c'est le seul mot d'ordre qui peut amener les masses à soutenir la lutte des travailleurs Français.

Nous reviendrons prochainement sur la question Marocaine. Nos camarades marocains nous fourniront quelques renseignements édifiants sur le règne de Peyrouton sous l'égide du Front Populaire.

Pour conclure, il faut dire, qu'à *l'heure actuelle* les mots d'ordre pour une politique révolutionnaire sont assez différents dans les deux pays. Mais la tâche centrale est de réaliser l'unité de lutte des travailleurs Français et indigènes.

Il ne faut pas qu'à l'exemple de l'Espagne, nos frères indigènes s'opposent à nous. Et pour cela, les travailleurs doivent réclamer le *retrait immédiat des troupes d'occupation et l'indépendance du Maroc !*

Nous savons que le retrait de Peyrouton ne changerait pas grand chose, l'administration continuerait à rester le privilège de l'armée. Mais cependant, ce retrait apporterait un certain soulagement. Aussi devons-nous l'imposer.

En Algérie, les travailleurs doivent soutenir les revendications démocratiques des masses.

Il faut supprimer cette législaltion qui fait de l'indigène un esclave.

A bas le code de l'indigénat !

Il faut proclamer la nécessité pour l'Algérie de se diriger, d'avoir une constitution et un parlement propre pour contrôler son administration.

Vive l'Assemblée constituante !

BEN ALI.

POPULATION ET SOCIALISME

La publication des résultats du recensement du 8 mars 1931 permet d'utiles constatations.

Population active. Sur une population totale de 41.228.500 personnes, celles comprises entre 15 et 70 ans et exerçant une profession sont 21 millions 611.800 dont 7.900.400 femmes et 13.711.400 hommes. 6.800.000 femmes, en quasi-totalité des femmes ou des filles de salariés, ne sont pas incorporés dans la production. En 1911, on comptait respectivement 7.710.000 femmes et 12.590.000 hommes. Le pourcentage des femmes dans la population active a donc baissé en 20 ans de 36,8 % à 36,5 % malgré son augmentation dans l'industrie et le commerce, grâce à une diminution plus forte dans l'agriculture.

En effet, le dépeuplement des campagnes s'est poursuivi d'un rythme accéléré. En 1911, on comptait 8 millions 610.000 personnes dans l'agriculture contre 7.480.000 dans l'industrie sur une population active de 20.300.000 individus. En 1931, ce rapport est renversé : 7.704.000 dans l'agriculture (35,6 % au lieu de 42,4 %) contre 8.464.000 dans l'industrie (39,2 % contre 36,8 %).

Parasitisme. Mais le caractère parasitaire du régime s'est accru et ressort nettement des chiffres suivants :

Tandis qu'en 20 ans le nombre des producteurs (industrie, agriculture) est demeuré stationnaire (16.090.000 en 1911, 16.170.000 en 1931), celui des gens occupés dans des emplois non productifs (commerce, professions libérales, domestiques) a bondi de 4.205.000 à 5.440.000.

La stagnation du régime se manifeste ainsi par l'impossibilité absolue où il se trouve d'incorporer de nouvelles forces de travail dans la production. Le coût croissant de son fonctionnement provient de fait que toute l'augmentation de la population est absorbée par les tâches de distribution des marchandises et d'administration. Le recensement de 1936, après 5 ans de crise suraiguë, le refoulement en masse des travailleurs immigrés, ne peut qu'enregistrer une accentuation considérable de ce phénomène.

Cette impuissance et ce caractère parasitaire du capitalisme peuvent être mis en évidence par d'autres chiffres.

En conservant, pour la facilité de la discussion, des limites d'âges : 15 ans et 70 ans qui sont pour nous des monstruosités, on compte dans ces limites 28.500.000 personnes environ parmi lesquelles seules 16.000.000 sont occupés à la production des richesses. Encore ce chiffre contient-il une foule d'employés à des travaux purement publicitaires et 2 à 3 millions de « patrons » ou « chefs d'établissements » dont l'utilité sociale est très contestable. Ainsi, sur 2 adultes, il n'y a que 1 producteur réel.

Le régime socialiste, simplement par une meilleure organisation de la société qui entraînera la suppression de centaines de milliers d'emplois inutiles, et par l'entrée des femmes dans la production, permettra l'abaissement quasi-instantané de l'âge où un travailleur pourra se reposer et de la durée du travail. Grâce au plan socialiste de l'économie avec l'utilisation à plein des ressources énergétiques inemployées ou gaspillées, la retraite à 50 ans pour tous et la semaine de travail de 30 heures seront la réalité de demain.

Seul le socialisme permettra le passage de l'humanité à un stade supérieur de la civilisation et le plein épanouissement des individualités par l'augmentation des loisirs de tous.

Le Prolétariat. Dans le présent, ce qui nous intéresse en tant que révolutionnaires, ce sont les possibilités de transformation du régime et en premier lieu, la composition sociale de la population, sa répartition en classes. Est-il vrai que le Prolétariat est en minorité, en France et que les classes moyennes sont prépondérantes ? Nous allons voir qu'il n'en est rien.

En 1911, les salariés de toutes catégories constituaient les 55,5 % de la population active. Aujourd'hui, ils en constituent les 58,5 % (12 millions 620.000 sur 21.600.000).

Mais sur les 6.800.000 femmes qui ne figurent pas dans cette population active, environ 6.000.000 sont des femmes ou des filles de salariés, prolétaires elles-mêmes.

Ainsi sur 28.500.000 personnes adultes, le prolétariat en englobe 18 millions 600.000, soit plus de 65 %, près des deux tiers !

Les 10 milions de non salariés se répartissent à peu près ainsi : 6 millions dans l'agriculture (dont plus de 5 millions sont des propriétaires de moins de 10 hectares !), 2 millions dans l'industrie, 1.500.000 dans le commerce, 400.000 dans les professions libérales.

La supériorité numérique du prolétariat est énorme, son homogénéité est sans égale, et ainsi ses droits à la direction politique sont en tous points justifiés. Les concessions exagérées que ses dirigeants félons font en son nom aux classes moyennes, constituent une honteuse capitulation.

Qualitativement et quantitativement s'affirme la nécessité de la *dictature du Prolétariat*, pour laquelle le P.O.I. est seul à lutter aujourd'hui.

R. NAUD.

CHEZ LES JEUNES

Pour l'union de lutte de la jeunesse ouvrière

Il est de tradition dans le mouvement ouvrier de profiter des anniversaires pour faire un bilan. En l'occurence l'anniversaire que nous allons rappeler est une bien piteuse chose : le congrès de Lille des Jeunesses socialistes qui se tint, voici un an, exactement le 29 juillet 1935. Par contre le bilan est infiniment plus positif.

Il y a un an, on nous chassait des Jeunesses S. F. I. O., croyant ainsi abattre toute velléité révolutionnaire dans la jeunesse. On se trompait lourdement. Non seulement nous n'avons pas été abattus, mais même dans ces propres organisations où, il y a un an, on hurlait à la mort contre nous, se lève maintenant une nouvelle phalange contre les fauteurs de *collaboration de classe* et d'Union sacrée.

Décidément les bureaucrates sociaux-démocrates n'ont pas de chance. Ils seront toujours troublés dans leur douce quiétude par les jeunes révolutionnaires.

Nous le disons avec fierté, cette année a marqué avec éclat la réalité de nos positions politiques.

En France, dans les grands mouvements qui ont marqué cette année, la jeunesse n'a pas été au dernier rang. Les mouvements grévistes que déjà les événements de Brest et Toulon annonaçient ont illustré le mot d'ordre central de grève générale que nous défendions alors. Et pour cela nous étions appelés provocateurs.

En Espagne, les combattants sont des jeunes de 18 à 30 ans. Ils ont, dans une situation qui se rapproche de la nôtre, su mettre en pratique la politique de défense ouvrière au travers de milices, par l'armement du peuple.

Dans ce pays où la classe ouvrière a affirmé sa volonté de lutte, la jeunesse est à l'avant-garde. C'est pour avoir dit cela, c'est pour l'avoir prévu qu'on nous a exclus des J. S.

Enfin, pour ce qui concerne plus directement encore la jeunesse, dans la lutte contre la guerre et le militarisme bourgeois. Nous avons montré où la politique nationaliste qui se dessinait déjà devait amener. On en est aux pires reniements. On explique que les 2 ans sont nécessaires. On cherche à embrigader la jeunesse dans un « Front Français », patriotique, donc anti-ouvrier.

Seule de toutes les organisations de jeunesses qui se réclament du prolétariat, nous avons cherché à rassembler les jeunes sur une plateforme de lutte. Et cela en considérant que la jeunesse réclamait autre chose que de longues tirades sur le *bonheur* et l'*amour*.

Et cette politique nous a fait grandir. Les espoirs des Lagorgette, Coll et autres Choy, se sont effondrés. Nous existons et existons bien.

Dans bien des localités nous sommes à la tête d'organisations imposantes, pas seulement à Paris, en banlieue, mais aussi en province.

De toutes parts arrivent des adhésions et de nouveaux groupes sont formés. Notre agitation contre les 2 ans et la défense nationale nous vaut de nombreuses sympathies.

Une tâche nouvelle se pose devant nous. Malgré les résistances, réaliser un véritable front unique de la jeunesse sur des mots d'ordre de lutte.

Milice ouvrière.

Contre les deux ans.

Contre la défense nationale et l'union sacrée.

Déjà certaines choses sont réalisées. Mais le frein à cette action est représenté par les cadres bureaucratiques des organisations de Jeunesse. Nous ne nous lasserons pas cependant à poursuivre cette politique « *d'union de la jeunesse laborieuse* ». Nous nous adresserons aux organisations à tous les échelons. Nationalement, régionalement, localement.

Des possibilités énormes existent. Nous serons partout où se trouvent les jeunes, et en premier lieu auprès des jeunes organisés qui maintenant sont de plus en plus nombreux. Avec eux toute une expérience est à faire. La J. S. R. ne se posera pas en maître qui prodigue des enseignements de loin, mais fera cette expérience avec toute la jeunesse. Qu'elle soit encore influencée par le stalinisme ou par le réformisme.

Ainsi, et ainsi seulement, la J.S.R. répondra à la grande tâche qu'elle s'est proposée de réaliser, et deviendra la grande organisation de la jeunesse ouvrière de France.

LYON

Discussion sur le Front Unique

★★★

La région lyonnaise des J.S.R. a pris l'initiative de convoquer toutes les organisations de la jeunesse qui se réclament de la lutte révolutionnaire pour envisager l'organisation d'une campagne contre les deux ans et contre l'union sacrée. A une première réunion étaient présents les J.S.R. et les Jeunes Syndicalistes Révolutionnaires. Les J.S.R. proposèrent comme base de l'action commune les points sur lesquels la campagne commune est entreprise dans la région parisienne. Les Jeunes Syndicalistes, eux, pensaient qu'il fallait restreindre cette base au maximum, à la lutte contre les 2 ans et à une propagande de « débourrage de crâne » contre l'Union Sacrée, de façon à attirer le maximum d'organisations mêmes petites bourgeoises et mêmes confuses.

Nous avons insisté à plusieurs reprises auprès d'eux, en leur montrant que dans la situation actuelle les divergences doctrinales ne peuvent pas empêcher les révolutionnaires de travailler en commun pour un certain nombre de mesures et de mots d'ordre concrets.

Mais en réalité tout en faisant des phrases sur la révolution commençante en France, l'anarcho-syndicalisme ne dépasse par les limites de son confusionnisme réformiste et borné recouvert d'un ultragauchisme de discours ou de coups de poings.

Les Jeunes Syndicalistes Révolutionnaires sont contre la lutte à l'intérieur de la caserne.

Les Jeunes Syndicalistes Révolutionnaires entendent-ils également lutter contre l'Union Sacrée, sans dénoncer la collaboration de Blum-Lebas avec la bourgeoisie, sans offrir à la tactique de collaboration une tactique de lutte de classe intransigeante. *Faire du débourrage de crâne, faire des discours ne suffit pas.* La propagande anti de l'anarcho-syndicalisme d'avant-guerre n'a pas empêché la catastrophe de 1914.

La meilleure preuve de l'insuffisance de cette position fut la seconde réunion. Les *JEUNES* y participaient également. Pour entraîner ces camarades qui condamnent l'idée de nation parce qu'économiquement périmée, mais qui dans le même temps ne prennent pas position sur la question de la défense nationale,, les Jeunesses Syndicalistes étaient prêtes à accepter ses phrases équivoques sur la question de l'Union Sacrée. Il fallut que nos camarades le fassent sentir pour qu'ils reconnaissent que c'était la question centrale, la question-clé de toute la politique actuelle.

Il faut espérer que la situation elle-même imposera au cours de l'action commune une conception plus large et les amènera à travailler en commun pour l'organisation révolutionnaire de lutte du prolétariat, à construire la république des soviets d'ouvriers, paysans et soldats.

Contre les deux ans

Du 5e A. M. à Melun

En fait de réalisation le gouvernement nous a accordé une aumône de 0 fr. 25. Nous ne partageons pas l'enthousiasme délirant de « l'Avant-Garde » sur ce cadeau royal. Toujours est-il qu'on voudrait savoir quand cette mesure sera applicable, car pour le moment on n'a pas vu la couleur des cinq-ronds-du-Front-Populaire. Quant à l'ordinaire, malgré la fameuse circulaire Daladier les fayots restent les fayots et la viande du « Michelin ».

Au moment des élections un grand espoir nous remplit le cœur. Blum allait enfin faire abroger la loi de deux ans. Il n'en est rien malheureusement. Certains d'entre nous craignent même pour les 3 ans. On prépare la Jeunesse pour la prochaine dernière.

Inutile de vous dire que ces méthodes n'augmentent pas la confiance de la troupe dans le Front Populaire. *Cette trahison des soldats risque de faire le jeu des officiels fascistes qui, nous n'en doutons pas, s'ils sont suivis par la troupe imiteront les canailles à la Franco et autres Mola.*

Meeting à Colombes

Deux cents travailleurs ont répondu le 4 août dernier à l'appel conjugué des J.S., des J.A. et de notre cellule des J.S.R. en venant assister au meeting contre les 2 ans.

Notre camarade Fred Zeller et les autres orateurs ont longuement expliqués la position du prolétariat sur ce problème et ont réfuté avec clarté les thèses défendues par le Parti dit communiste. Le rôle d'agent d'exécution du capital joué par les radicaux fut particulièrement souligné. Enfin, un ordre du jour catégorique stigmatisant la politique abominable de « non intervention » du gouvernement français à l'égard de nos camarades espagnols fut adopté. Plusieurs dirigeants staliniens présents n'osèrent tenter de réfuter nos arguments devant la sympathie manifestée par la salle à nos orateurs.

Bon début contre l'union sacrée à Colombes. En avant !

LA VIE DU PARTI

Le Congrès National du P. O. I. se tiendra les 10 et 11 octobre

Dans sa réunion du 8 août, le Comité Central du Parti a pris d'importantes décisions au sujet de la convocation du Congrès national.

Il se tiendra les 10 et 11 octobre, c'est-à-dire dans deux mois.

Voici l'ordre du jour décidé par le C. C. :

Rapport moral du Bureau Politique.

La situation politique en France et internationale, rapporteur Rous.

Questions d'organisations du parti et statuts, rapporteur Clair.

La situation en U.R.S.S., rapporteur Julien.

Le mouvement pour la IVe Internationale, rapporteur Naville.

Tous les rapports politiques seront publiés dans notre presse, de façon que chaque militant les ait en main et qu'ils puissent sérieusement être étudiés et discutés dans les rayons.

Les rapports seront publiés dans la première semaine de septembre.

En outre, tous nos camarades devront étudier les « résolutions de la Conférence Internationale » qui seront à leur disposition dans le premier numéro de la revue « Quatrième Internationale » dès la fin du mois d'août, et devront servir à la préparation du Congrès du Parti.

Le Comité Central a décidé qu'une « Tribune de discussion » sera ouverte dans « La Lutte Ouvrière », au début du mois de septembre.

Notre Congrès va se tenir dans des circonstances d'une importance exceptionnelle. La lutte révolutionnaire des masses se déploie à nouveau en Europe. Notre parti, faible numériquement, mais ardent et décidé comprend toute sa responsabilité.

Il veut « unifier les forces révolutionnaires sur la plate-forme du marxisme ». Dans notre précédente conférence nationale, nous avons dit que la première tâche du P.O.I., c'était de travailler au rassemblement marxiste sous le drapeau de la IVe Internationale. Nous sommes à pied d'œuvre pour réaliser cette tâche.

Maintenant de nouveaux courants existent dans le Parti Communiste et dans le Parti socialiste, une tentative de se défaire de l'emprise de l'opportunisme et du social-patriotisme. Nous chercherons à guider ces camarades sur la bonne voie. Nous voulons un grand et puissant parti prolétarien marxiste, l'instrument de la victoire. Notre Congrès doit constituer une étape pour sa construction.

Adhésions au P.O.I.

Des ouvriers communistes nous écrivent, d'autres, de la région parisienne, viennent à notre siège : ils rejoignent les rangs du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevick-Léniniste). Des adhésions parviennent nombreuses de militants ardents, clairvoyants, décidés au combat !

Citons quelques passages de lettres :

« *Ecœurés par la tactique de la 2e et de la 3e Internationale et enfin, convaincu que nous n'avons rien de bien à attendre de ces deux organismes, au contraire, je t'adresse mon bulletin d'adhésion au Parti Ouvrier Internationaliste et te demande de me faire parvenir la documentation nécessaire* ».

B. à M.

⁂

Ligny, le 30 juillet 1936.

« *Camarade, je viens te demander mon adhésion au Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevick-Léniniste) section française de la IVe Internationale. En même temps que je vous écris, je donne ma démission de membre et de secrétaire de la Cellule communiste de L., car je crois que le parti n'a plus le droit de se réclamer de notre maître Lénine.*

Salutations révolutionnaires ».

V. A.

⁂

D'une lettre d'un camarade, ancien secrétaire de rayon du P.C. à *Saint-Etienne :*

«*Je viens à vous en confiance avec toute l'ardeur d'un militant déjà averti malgré mes 29 ans d'âge et je pense que nous pourrons faire du bon travail* ».

E. D.

⁂

De partout les adhésions au P.O.I. se multiplient.

Les ouvriers communistes comprennent que, maintenant, la tâche est de construire le Parti révolutionnaire et l'Internationale révolutionnaire, le Parti mondial du prolétariat.

⁂

En effet, camarades, ,« Nous n'avons plus rien à attendre » des Partis de la IIe et de la IIIe Internationale, mais au contraire nous avons à lutter pour libérer les ouvriers révolutionnaires de l'emprise de ces deux Partis et à les engager dans une lutte commune au sein du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste) pour créer une avant-garde solide du prolétariat : la IVe Internationale.

Adhérez au Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste) !

Assemblée Générale du P.O.I.

SALLE DE L'HOMME ARMÉ
44, Rue des Archives.
Le Mercredi 19 Août
ORDRE DU JOUR ;
La Situation en Espagne.

★ ★

Tous les groupes du parti et de J.S.R. doivent donc annuler toutes réunions ce jour-là

Meetings en faveur des combattants espagnols

★ ★

La région lyonnaise du P.O.I. a organisé le 31 juillet, sa première réunion de quartier sur les événements d'Espagne. Nous avons été les premiers à organiser une réunion publique à Lyon sur ce sujet. Plus de 150 travailleurs dont beaucoup d'Espagnols se pressaient dans la salle et au dehors. Notre camarade *Colliard* parla d'abord sur les 2 ans, puis *Marchesin* parla de la lutte des travailleurs espagnols et des leçons que doit en tirer dès maintenant le prolétariat français. Le camarade *Hic* parla de la signification internationale des événements d'Espagne, du danger de guerre, de la vague montante des luttes prolétariennes internationales que seule la IVe Internationale peut guider à la victoire.

Le contradicteur communiste préféra ne pas insister sur les événements d'Espagne ; il reprit surtout les arguments traditionnels sur les classes moyennes, l'armement. Un auditeur exigea de lui une réponse sur la question des deux ans ? Il partit aussitôt dans une explication longue et embrouillée qui revenait à ceci : la France populaire est grosse d'une révolution ; les travailleurs doivent défendre la révolution. Défense du capitalisme sous prétexte que le socialisme doit nécessairement le remplacer.

Le camarade Hic n'eut pas de peine à démontrer aux travailleurs présents l'hypocrisie de cette formule : vouloir défendre la révolution à venir sans créer les soviets d'ouvriers paysans et soldats ; parler de la conquête du pouvoir sans luttes pour l'affaiblissement de l'armée bourgeoise, pour le retour à la loi d'un an. Mais le contradicteur avait déjà disparu.

TOULON

Vendredi 7 août.— En accord avec la *Fédération Communiste Libertaire* nous avons groupé *plus de* 2.000 *personnes dans un meeting* en plein air pour venir en aide aux camarades espagnols. Le Comité porte le titre de « Comité de défense de la Révolution Espagnole ». Le secrétaire fédéral S.F.I.O. y a pris la parole. Nous avions été en délégation à la Commission administrative du F. P. pour organiser l'action en commun. C'est le célèbre Flandrin, chef Stalinion qui s'est élevé contre, dans le débat et il a eu gain de cause, malgré cela les S.F.I.O. sont venus parler. Nous avons fait circuler les listes de souscription dans l'arsenal.

⁂

Toulon aujourd'hui célèbre l'anniversaire de la sanglante journée de Laval. Sous la pression de la masse, après avoir traité les combattants du 8 août d'agents provocateurs, les Staliniens ont marché avec les S.F.I.O. et U.S. dans le cortège de commémoration qui a groupé plusieurs milliers de prolos. Discours d'usage au cimetière, pas un appel à la conscience de classe, le calme et la dignité étant de rigueur. Nous discutons avec les camarades de l'Arsenal. Le niveau de la confiance du F. P. commence à baisser.

Pour « Révolution »

En raison de nos difficultés financières pendant les vacances, la parution de « Révolution », organe des jeunesses socialistes révolutionnaires, a été retardée de huit jours.

Le numéro 34 de « Révolution » ne paraîtra donc que **le 28 août.** Toutes les cellules J.S.R. de la région parisienne et de province doivent préparer une vente de masse pour le 28 août.

Passez dès maintenant vos commandes à l'administration de « Révolution, 15, passage Dubail, Paris.

Camp de Vacances J. S. R.

Nos camarades des J.S.R. organisent, à partir du 15 août jusqu'au 15 septembre, un camp de vacances à Deunemont (S.-et-O.) au lieu dit « Le Vieux Monastère ».

Collines boisées, grottes et... la Seine à 200 mètres du camp.

Que tous les camarades désirant faire du camping se fassent inscrire ou demandent des précisions ou secrétariat des J.S.R., 15, passage Dubail (54, bd Magenta, Paris-10e).

Militants des J.S.R., sympathisants inorganisés, inscrivez-vous au camp de vacances.

AUX GROUPES DE PROVINCE

Les groupes de province sont priés d'envoyer l'adresse de leurs permanences à fin d'insertion. Cela les aidera dans leur propagande locale.

○○○

OU VA LA FRANCE ?

(Edition de la Librairie du Travail)

La semaine prochaine paraîtra « OU VA LA FRANCE ?. Recueil des articles du camarade Léon TROTSKY sur la situation française.

Adressez vos commandes aux Editions Populaires, 15, Passage Dubail, Paris-10e.

★ ★

IVe INTERNATIONALE

(*Revue théorique éditée par le P.O.I.*)

Fin août paraîtra notre revue théorique : IVe INTERNATIONALE.

Ce numéro contiendra tous les documents adoptés par la Conférence internationale des 29, 30 et 31 juillet.

★ ★

PUBLICATIONS POPULAIRES.

Nous réorganisons actuellement notre service de librairie : Les Publications Populaires.

Un local spécial sera ouvert, entièrement réservé au service d'éditions.

Tous les membres de l'organisation, tous nos sympathisans sont priés d'utiliser ce service. Nous publierons régulièrement dans La Lutte *la liste des ouvrages dont nous disposons, c'est-à-dire avant tout la littérature marxiste, les ouvrages de Trotsky, Lénine, Marx, etc.*

Etant donné qu'il nous est difficile de faire du crédit, nous prions tous les camarades de nous adresser le montant *en même temps que la commande.*

En écoutant Maurice Thorez

★ ★

A Huygens, Thorez a présenté un « rapport » (?) devant 6.000 communistes .Nous n'insisterons pas sur le contenu que chacun connaît et dont on peut dire qu'il est dans la plus pure tradition... du patriotisme cocardier à la Déroulède.

Mais cependant notre mineur honoraire va un peu loin. Voilà, en effet, ce qu'il ose dire :

« *Je veux redire, comme à Amiens, qu'il ne s'agit pas de mettre en doute la fidélité de la majorité, de la grande majorité des fonctionnaires de l'administration et des officiers envers la République et contre le peuple. Il y a, parmi eux, heureusement, beaucoup d'hommes qui ont une haute conscience de leurs tâches.* »

Comme en Espagne !

Ou encore :

« *Oui, à Amiens, au nom du Comité central, j'ai affirmé qu'il n'était pas nécessaire de crier contre ceux qui ne lèvent pas le poing. Tout d'abord parce que ce n'est pas indispensable, personnellement, je n'ai jamais levé le poing, mais le geste que je considère exprimer le mieux notre politique, c'est celui de la main tendue au peuple de France.* »

Enfin :

« *C'est une calomnie d'affirmer que, là-bas (en Espagne), on lutte pour le communisme pour la dictature prolétarienne.* »

Ouvrier communiste tu es édifié on ne lutte pas pour le communisme, ce n'est pas ces ignobles trotskystes qui le prétendent, c'est Thorez, secrétaire général du P. C. qui le déclare.

Convocations

ANGERS.

Permanence tous les jeudis de 18 à 19 h. au café de la Mairie, 2, boulevard du Maréchal-Foch.

La Lutte Ouvrière *et* Révolution *sont en vente au kiosque rue St-Aubin (près du boulevard du Maréchal-Foch).*

TOULON.

Le rayon de Toulon du P.O.I. tient sa permanence tous les samedis de 18 à 20 heures, à la Civette de la Gare, boulevard de Thessée.

Les sympathisants trouveront «Révolution » au kiosque de la Porte Castigneau de l'Arsenal et au kiosque Noël, avenue Vauban.

LyON.

PERMANENCE P.O.I.

Chaque samedi, de 17 h. 30 à 19 h., Café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine (1er arr.).

COMITE DE REDACTION

La réunion du Comité de rédaction aura lieu samedi, à 18 h. 30, au local. Zeller, Léon, Elie, Boitel, Prada, spécialement convoqués. — Le Secrétaire.

LEVALLOIS. — Tous les mardis soirs, à 21 heures, réunion de cellule, chez Giroux, 81, rue Chevallier.

TOUS LES MILITANTS A LEUR POSTE !

Les circonstances ne permettent pas au Parti de distraire une seule force ! Par décision du Comité Central, tous les militants absents doivent sans délai rejoindre leur lieu d'activité et se mettre à la disposition des organisations du Parti ou des Jeunesses. Aucune faiblesse ne sera tolérée.

★ ★

PRECISONS

La résolution contre la guerre des Comités d'Amsterdam-Pleyel publiée dans notre numéro 6 émanait des Comités de l'vonne, groupant plus de 5.000 adhérents.

Contre les désagrégateurs de la IVe Internationale

★ ★

Nous sommes contraints de revenir encore sur certains actes de sabotages d'ennemis de notre Parti. Tous nos abonnés et de nombreux sympathisants et même adversaires on reçu une circulaire imprimée émanant de Molinier, exclu de notre organisation nationale et internationale, accompagnée d'une lettre signée par quelques membres de notre C. C.

Dans ces circulaires, pas un argument mais des menaces et le commencement d'un travail systématique de sabotage dans les circonstances les plus graves.

Nous devons une fois pour toutes avertir nos lecteurs que Molinier et sa bande se sont appropriés toutes les listes d'adresses du journal, comme ils ont essayé de s'emparer d'un numéro de La Lutte. *Le Parti ne distraiera pas ses forces à répondre à chaque élucubration de ce noyau dont le but, qui se dévoile, ne tend, dans cette circonstance comme dans d'autre, qu'à la désagrégation de nos rangs. Cette tentative sera irrémédiablement brisée.*

Ce noyau a rouvert un local spécial au 66, Faubourg St-Martin (ancien siège de La Commune), *Frank et Le Ricard, membres du B. P. ont invité sur leurs circulaires, à leur y écrire directement. C'est l'aveu sans fard de la voolnté de créer un nouveau centre pour une nouvelle organisation — ou plutôt une caricature d'organisation. Contre cette tentative scisionniste, qui est le fait d'éléments vraiment irresponsables, le Parti se dressera avec énergie.*

La défense démocratique des idées est largement autorisée dans le P.O.I. Mais personne ne permettra que des entreprises occasionnelles *viennent jeter la confusion et risquer de désagréger nos rangs. Bien entendu, cette entreprise est une fois de plus appuyée sur des moyens matériels personnels au moment où le parti a à faire face à des difficultés énormes.*

Le Comité Central *a discuté de cette situation, dans le grave moment présent. Il a décidé de modifier le Bureau Politique et d'en relever Frank, le Ricard et Poly.*

On ne peut pas lutter pour la IVe Internationale en tentant de désagréger ses rangs, en refusant de vendre son journal, en organisant des centres indépendants, et en prétendant qu'on peut aussi travailler pour la IVe Internationale dans des « Centres d'éditions » dirigés contre le parti.

Contre les scissionnistes et désagrégateurs, dépourvus de tous principes, tout le parti fera bloc. La justesses de ses posiions la libertté de discussion dans ses rangs et son action en sont la meilleure garantie. L'unité dans l'action la plus impitoyable doit être et sera respectée.

Le Bureau politique.

Seuls le Prolétariat en armes et le Gouvernement ouvrier ★ pourront vaincre la Réaction Espagnole ★

Suite de la deuxième page

La réforme agraire consiste à supprimer ce tribut, et à donner aux paysans les bonnes terres incultes du seigneur.

Devant la révolution russe, une tâche analogue se posait. Quand la bourgeoisie prit le pouvoir, elle fut incapable de la résoudre. Et ce fut le prolétariat qui au pouvoir donna la terre aux paysans.

Depuis 5 ans, on peut dire que la révolution espagnole trébuche sur cette question. Là aussi, seule la venue au pouvoir des ouvriers apportera une solution.

Dans la lutte actuelle, opérer la réforme agraire est une question de vie ou de mort. Il faut, en effet, gagner la paysannerie espagnole. Et puisqu'on parle de désertions et de rebellions dans les rangs fascistes, il faut comprendre que cela ne se généralisera que si cette mesure est prise. En effet, l'armée est composée dans son écrasante majorité de paysans. Et pour participer au partage des terres, ces paysans quitteront en masse Mola et compagnie. Pour garder les terres ainsi gagnées, ils se précipiteront sur ceux-là mêmes qui sont leurs chefs aujourd'hui et qui représentent le féodalisme terrien.

On a connu cela en Russie, où avant de constituer l'armée rouge, on s'attacha à désagréger l'armée tzariste. Et quand on voulut constituer l'Armée rouge on leva 4 millions de paysans enthousiastes.

LA QUESTION NATIONALE

La monarchie féodale par la voie de la suzeraineté ou de la conquête pure et simple concentre autour de son domaine initial les provinces parfois les plus disparates. Et la tâche historique de la bourgeoisie est de parfaire à cette concentration en donnant à cet amalgame de nationalités, une unité administrative, une unité politique, en un mot en réalisant l'unité nationale.

Quand cette tâche n'est pas réalisée (parfois même quand elle l'est) les sentiments particularistes se développent. Et dans les périodes de crise sociale aiguë, ces tendances particularistes forment ce qu'il est convenu d'appeler la question des nationalités.

Les nationalités opprimées tendent à s'affranchir de l'oppresseur séculaire. C'est au travers de cette analyse qu'il faut rechercher les causes du problème catalan, basque, etc... Et partiellement du problème colonial.

Par la force des choses les nationalités opprimées se sont affirmées en Espagne. Ces forces centrifuges sont un gros appoint dans la lutte des ouvriers. Par exemple les Basques qui sont contre *Mola* parce que ce dernier représente la politique traditionnelle de la monarchie

Dans cette question des nationalités le pouvoir gouvernemental actuel s'est incliné devant la situation de fait. Ce qui prouve que la centralisation bourgeoise est entrée en contradiction avec les nécessités de la révolution.

La question coloniale.

Le Front Populaire aurait été plus avisé d'envisager la question coloniale sous le même angle. S'il avait cherché à s'attacher les indigènes marocains, s'il leur avait donné des libertés, si même il leur avait promis l'indépendance, *alors Franco n'aurait pas fait du Maroc une plateforme rebelle.* Il aurait eu fort à faire avec les indigènes marocains aidés des ouvriers espagnols. Et nous n'aurions pas aujourd'hui des colonnes marocaines marchant sur Madrid. Il ne faut pas oublier que c'est du Riff espagnol que partit Abd-el-Krim en 1925. Ces peuplades ne sont pas subitement devenues nationalistes espagnoles.

Mais le Front populaire ne pouvait faire autrement. Pris dans les tenailles de ses contradictions, il devait mener une politique impérialiste. Tout comme aujourd'hui en France le gouvernement Blum.

LA SITUATION MILITAIRE

Jusqu'à ces derniers temps, militairement les forces semblaient s'équilibrer.

L'objectif des rebelles était Madrid. Celui du gouvernement Saragosse. L'un et l'autre des deux camps rencontrait les pires difficultés pour atteindre son objectif. Les rebelles du Nord menaient seuls l'offensive. Ceux du Sud avaient fort à faire avec les ouvriers andalous. On mata Séville et *Paris-Soir* expliqua comment s'opéra le « nettoyage » qui dut coûter des milliers de vies ouvrières.

Les rebelles du Sud ne devaient entrer en campagne que grâce à des renforts du Maroc. Mais la marine veillait. Et il fallut les avions de Mussolini et peut-être la flotte allemande (c'est un point qu'il faudra éclaircir) pour permettre à certains de ces renforts de débarquer sur la péninsule.

Il est certain que les généraux possèdent une certaine supériorité d'armement. Ils sont capables de tenir longtemps dans leurs places-fortes, et même peut-être de réussir un coup de main sur Madrid ou Malaga. Mais la lutte n'en sera pas finie pour cela. Des fascistes évoluent au milieu des populations hostiles et soulevés, habituées à la guerilla. Les masses ouvrières consolident leur organisation. Actuellement le succès ouvrier, sur le terrain militaire doit être dans la centralisation des efforts, l'offensive, et la mise au point de l'armement.

Quelques publications du P.O.U.M.
L'organe central « La Batalla » est quotidien et en langue Espagnole. « Avant » est un hebdomadaire en Catalan

Une escouade du P.O.U.M. au combat.

ORDRE NOUVEAU

La lutte grandiose qui se poursuit là-bas a imposé dans le domaine économique, politique et social, des pratiques nouvelles. Des réquisitions ont lieu chaque jour, les entreprises abandonnées par le patronat sont reprises et gérées par des organismes nouveaux, enfin nombreuses sont les expropriations. Partout le contrôle ouvrier s'impose. *Le Temps* et les journaux bourgeois voient là la pire des calamités. C'est en effet très important pour l'avenir. Les staliniens, *Peri* en tête, ne voient là que des mesures imposées par les nécessités de la lutte tout à fait comparables à la militarisation de l'industrie bourgeoise pendant la grande guerre. « Les communistes en Espagne défendent la propriété privée » proclame *La Passionaria.* Mais il faut dire que dans les guerres impérialistes ces mesures sont prises avec l'assentiment et la collaboration de la grosse bourgeoisie, en respectant les sacro-saints principes de propriété privée.

Comme toujours donc, c'est le contenu des choses qui importe. Et les pratiques s'opèrent non pas sous l'égide de la bourgeoisie, mais sous l'égide du prolétariat. Que ce soit à Barcelone avec le *Comité central des milices,* à Madrid avec le *Comité d'Intervention,* c'est par les organisations ouvrières sous leur contrôle et sur leur initiative que se réalisent ces mesures.

Les mesures prises servent les intérêts de l'une des 2 classes opposées suivant qu'elles se réalisent sous la direction de l'une ou l'autre des 2 classes. C'est simple, mais Peri ne comprend pas. Il ramène toutes ces mesures à la « défense républicaine » bourgeoise.

Mais toute situation historique présente une originalité particulière. Et si les enseignements du passé sont d'une grande utilité pour se diriger dans le torrent des événements, ils ne suffisent jamais complètement. Pour faire une comparaison, l'Espagne a vécu à la fois le février et en partie l'octobre 1917 russes. La grande conquête d'octobre fut l'instauration d'une dictature ouvrière. Or, quelques-unes des caractéristiques fondamentales de cette dictature sont réalisées en Espagne, *armement des ouvriers, contrôle ouvrier de production, pouvoir administratif de base aux comités ouvriers,* etc... Mais la principale caractéristique manque, *le pouvoir politique.* Ce pouvoir est actuellement exercé par des petits bourgeois dont l'incapacité s'est avérée flagrante. Ce pouvoir est pratiquement inexistant. Le pouvoir réel, le pouvoir d'en bas est entre les mains des travailleurs. Son rôle dans la direction est lamentable, et les seules initiatives sérieuses viennent des organismes extra-étatique.

Le pouvoir étatique bourgeois en tant que tel est ébranlé. Une armée nouvelle s'édifie. Une légalité nouvelle s'élabore. Le « pouvoir politique » officiel actuel plane bien au-dessus des masses. Et il a fallu toute l'autorité, il a fallu le frein puissant du Front Populaire pour que cette ombre de pouvoir subsiste.

La gêne qu'il apporte est incontestable. Surtout si à la place de cela, un véritable pouvoir existait, les événements subiraient une impulsion décisive. Et nous le disons clairement, c'est là la grande tâche de l'heure : *édifier le pouvoir politique des ouvriers.* Ce pouvoir seul pourrait réaliser les tâches de la révolution espagnole et en premier lieu la réforme agraire qui apporterait l'appui de la paysannerie, proclamer l'indépendance du Maroc, ce qui ferait se retourner les fusils des Riffains, enfin coordonner la gestion des « *Juntes révolutionnaires* » qui sont des comités ouvriers, élargir leur champ d'activité pour en faire de véritables *soviets.*

LA DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

La presse bourgeoise rapporte les antagonismes qui opposent ces trois tendances. *J.M. Herrmann* du *Populaire* a rapporté l'assassinat par des anarchistes de *Trillas,* socialiste, il a accompagné cela d'attaques très violentes contre les anars.

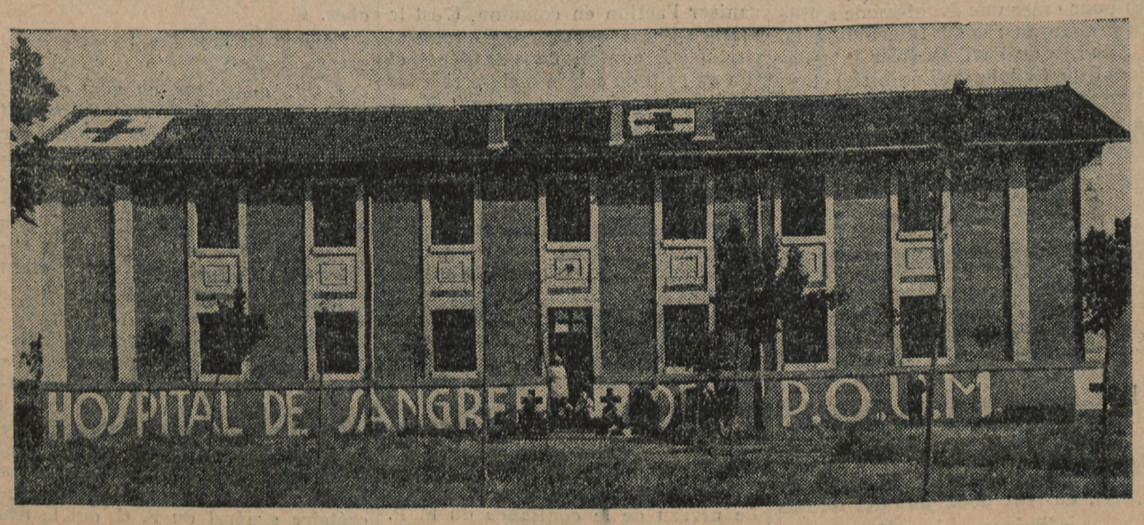
On peut dire cependant qu'il manque là-bas ce facteur essentiel qui est la cohésion. Et cela de deux points de vue, du point de vue d'organisation et du point de vue politique.

Du point de vue d'organisation, il y a une concurrence inévitable entre les tendances ; mais surtout la géographie des forces empêche tout travail de coordination. Telle localité anarchiste prend des mesures diamétralement opposées, parfois à telle autre socialiste ou communiste. Dans l'ensemble, ce pouvoir d'en-bas est entre les mains des comités ouvriers le plus souvent anarchistes.

Mais ils ne représentent pas une force cohérente. Il y a, une certaine dualité entre les chefs collaborant aux organismes de sommet et la base (l'assassinat de *Trillas* a été désapprouvé par les directions).

Dans ce même numéro, nous traitons de ces questions d'une manière plus précise. En particulier l'activité du P. O. U. M. est largement commentée.

Pour conclure, il faut répéter que cette question de la direction révolutionnaire est maintenant vitale. Son édification est le seul gage de victoire.



Un hopital du P.O.U.M. sur le front

U. R. S. S.

Assez de répression !

Les masses ouvrières se dressent dans l'Europe occidentale, mais Staline continue à tenir au bagne et sous la terreur les bolcheviks-léninistes et l'avant-garde ouvrière en Russie !

N'oubliez pas de continuer à proetster sans relâche. Nous voulons leur libération et nous l'arracherons.

Et qui sont ces hommes qu'on écrase et qu'on extermine : les vrais révolutionnaires, ceux qui se sont battus pour la révolution d'octobre comme les prolétaires espagnols se battent aujourd'hui.

Trotsky a déjà cité de nombreux cas, dans son article publié par La Lutte Ouvrière. *Voici une nouvelle liste de militants qu'il faut arracher aux geôles. Jugez les hommes qu'ils sont :*

***

Bodrov Michel : ouvrier, soldat de l'armée rouge, assura en 1928, dans des conditions extrêmement difficiles, la liaison avec Trotsky, alors en déportation — entre Alma-Ata et Moscou. Arrêté en 1929, fit trois ans de détention dans l'isolateur de Verkhneouralsk, et est actuellement dans un camp de concentration.

Deditch Moustapha : Ancien secrétaire du Comité Syndical du P. C. Yougoslave de la province de l'Herzégovine, à Mostar. Emprisonné à Verkhneouralsk, fût après la grève de la faim de 1923, envoyé à Kolpachevo, département de Narym, en Asie Centrale.

Draguitch Stenka : Ancien membre du Comité central du Parti Communiste Yougoslave, dirigeant d'une des plus importantes organisations de Yougaslavie, celle de Zagreb. Emprisonné à Verkhnouralsk en 1933. Après une grève de la faim de 23 jours faite avec ses camarades, fût déporté à Saratov. S'évada, mais fût repris à la frontière polonaise et en fermé dans les cachots secrets des îles de Solovietski. On est sans nouvelles de lui depuis plus d'un an.

Gorlov Nicolas Petrovich : Critique littéraire, âgé de 50 ans. En 1917 rédacteur à la Pravda des tranchées, organe bolchevik du front. Déporté en 1929, passa trois ans à la prison de Verkhneouralsk, puis vît sa détention prolongée de deux années sans jugement. Déporté ensuite à Daourskoyé (Sibérie), où il est actuellement malade, sans travail et sans moyen d'existence.

Guevorkian Socrate : Militant ouvrier de Bakou, termina après la guerre civile ses études à l'Université de Moscou, et devint un des plus brillants théoriciens économistes. Milita dès 1923 dans l'opposition de gauche. Déporté en 1929 passa 5 années en prison, fut ensuite déporté puis envoyé dans un comp de concentration où il est encore.

Haeberling Stephane : Ancien membre du Comité du P. C. Yougoslave de la province Voievodiny (ancienne Hongrie du Sud) à Novi-Sad, fût déporté pour 3 ans dans l'Oural.

Ivanov Marie : Connue dans toute la Sibérie pour son héroïsme, quand elle assumait la responsabilité du travail illégal contre Koltchak. Détenue à l'isolateur de Verghneouralsk, fit la grève de la faim et perdit la raison à la suite de sévices. Déportée.

Jankovskaia Anne : Emprisonnée à Verkhneouralsk de 1930 à 1933, puis déportée. Son mari Ivanov, le constructeur du Tourksib (chemin de fer Sibérie-Turkestan) fût arrêté parce qu'il n'avait pas rompu toutes relations avec elle. Internés tous les deux en 1934 au camp de concentration de Oust-Petchorski.

Kossior Vladimir : Un des fondateurs du parti bolchevik et des syndicats russes. Envoyé en mission à Paris en 1927. Déporté en Sibérie en 1928, à Minousinsk, où il est encore.

Lemelman Ida : Membre du P. C. dès avant la guerre. Professeur à l'école supérieure des syndicats. Emprisonnée à Verkhné-Ouralsk en 1929-1932, déportée, puis de nouveau arrêtée et transférée au camp de concentration de Karaganda. Malade.

Mouralov Nicolai Ivanovitch : Bolchevik avant la guerre, condamné aux travaux forcés sous l'ancien régime. Fût un des principaux organisateurs de la révolution d'octobre à Moscou où il dirigea les combats de rues. Conduisit la 13e armée contre Denikine. Déporté en Sibérie Occidentale depuis 1928.

Nevelson Man : Membre du parti bolchevik depuis 1917. Commissaire de division au front ; chef de la 5e armée qui repoussa Koltchak. Après la guerre civile, commissaire politique de l'école militaire du Kremlin. Déporté en 1928, resta 5 ans à l'isolateur de Verkhne-Ouralsk. En 1935, déporté en Asie Centrale d'où d'après certaines informations, il fût envoyé dans un camp de concentration.

Naykine Joseph : Vieux militant social-démocrate. Passa 3 ans à l'isolateur de Souzdal ; déporté à Kazan puis arrêté de nouveau et emprisonné à Verkhné-Ouralsk .

Papermeister Aron, Paul et Samuel : Cinq frères, originaires de Sibérie, entrès dans la lutte révolutionnaire pendant la guerre civile contre Koltchak, les aînés dans les rangs de l'armée rouge, les cadets — alors presque des enfants — dans le travail illégal à l'arrière de Koltchak. L'aîné fût pris par les blancs et fusillé. De 1923 à 1927 les quatre frères militèrent activement dans les rangs de l'opposition de gauche. Enfermés à Verkhné-Ouralsk, Aron et Paul pendant 5 ans, Samuel et Léon pendant 3 ans, ils furent en 1934, séparés et déportés dans des villages lointains de Sibérie et d'Asie Centrale, sauf Léon qui, gravement malade, fût transféré à la prison du G.P.U. à Moscou. Fin 1934, leur vieille mère parcourut la Russie en tous sens pour les revoir. Elle finit par apprendre que Léon était mort en prison le 8 décembre 1934.

EN GRÈCE

La dictature s'instaure

On a un peu l'habitude de voir en Europe occidentale les affaires d'Europe centrale comme des luttes de clans bourgeois et féodaux sans grande portée politique. Cela fut vrai jusqu'à ces dernières années. Mais ces pays n'ont pas échappé aux contradictions capitalistes et les conflits de classe prennent le pas sur les autres.

En Grèce la révolte Vénizeliste de 1934 a été la dernière affaire où se sont ainsi affrontés les clans bourgeois qui représentent plus ou moins les intérêts d'impérialismes étrangers.

Déjà avant ces événements les conflits ouvriers se multipliaient (en 1933 grève sanglante des ouvriers boulangers d'Athène). Depuis il se sont posés avec une acuité toujours plus grandes marquées par des mouvements qui, comme celle des Tabacs a été le premier exemple d'occupation dans un but gréviste. La croissance du mouvement ouvrier se faisait débordante. Des villes telles que Salonique, et des provinces entières étaient acquises au communisme.

C'est dans cette situation que se fit la réforme monarchique. Georges II se posa en roi libéral. Promit de faire appliquer la Constitution de 1911, et jura même fidélité à cette Constitution.

Devant l'agitation ouvrière, ce roi « libéral » devait rapidement montrer ce que sont les promesses dans les conflits de classe. La Chambre élue aux dernières élections était trop rouge. On la musela en constituant un gouvernement extra-parlementaire avec *Metaxas.*

Ce dernier se mit à l'œuvre, il décréta le régime des corporations. En fait l'abolition du droit de grève et une série d'autres mesures anti-ouvrières.

La classe ouvrière répond par la grève générale. Aussitôt, un vent de terreur déferle sur le pays. On arrête des militants, on assassine des ouvriers.

C'était la fin de « l'ère démocratique » qui n'avait pas duré 5 mois. Aujourd'hui *Metaxas* imitant Mussolini concentre entre ses mains la présidence du Conseil, les ministères des affaires étrangères, de la guerre de la marine et de l'aviation. Toujours à l'image du fascisme on fonde un parti nationaliste et une jeunesse qui joueront un rôle dans l'Etat.

La situation politique ne nous permet pas d'avoir de renseignements plus précis. Mais rappelons à nos lecteurs qu'en Grèce existe également un parti bolchevick-Léniniste depuis plusieurs années. Il possède de fortes organisations, et influence des couches importantes du prolétariat Hellène. Son rôle dans la situation présente peut être décisif.

Dans un avenir proche le prolétariat grec abattra *Metaxas* et fera son affaire du roi « libéral ».

DEMETRIOS.